

FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION
DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

3 D \ V & { W H G ¶ , Y R L U H	
TITRE DU PROJET : & R Q W U L E X W L R Q j O D Politique Responsable et Cadre J H V W L R Q S D F L I L T X H G H V F U L V H V G D Q V O ¶ H V S D F H X Q	
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours)	
Modalité de financement du PBF : • IRF • PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds G ¶ D I I H F W D W L R Q V S p F L D O H ³ 7 U X V W organisations bénéficiaires) : •) R Q G V G ¶ D I I H F W D W L R Q V S p •) R Q G V G ¶ D I I H F W D W L R Q V S p 1 R P G X I R de Gestion Spéciale:
/ L V W H G H O ¶ H Q V H P E O H G H V D J H Q F H V E p Q p I L F L D L U H V O ¶ D J H Q F H F K W I S G H G I ¶ O U J D Q L V D W L B I U F A 2 P N U D 2 i e r p a u F	
Liste des partenaires d'exécution supplémentaires, gouvernementaux et non gouvernementaux : spécifiez le type d'organisation (gouvernement, ONGI, OSC locale): Universités de Cocody, Abomey et Bouaké O L Q L V W q U H G H O ¶ (Q V H L J Q H P H Q W 6 X S p U L H X U Ministère de la Jeunesse Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la lutte contre la Pauvreté Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS) & R Q V H L O 1 D W L R Q D O G H V - H X Q H V G H & { W H G ¶ , Y R L U H Conseil National des Droits de l' + R P P H G H & { W H G ¶ , Y R L U H & 1 ' + , Q G L J R & { W H G ¶ , Y R L U H 2 1 * O R F D O H \$ V V R F L D W L R Q G H V) H P P H V - X U L V W H V G H & { W H G ¶ , Y R L U H Campus in Peace (organisation étudiante) Les associations de jeunesse religieuse des Universités ciblées Clubs de paix des Universités Réseau Justice et Paix (ONG locale travaillant sur les campus)	
Durée du projet en mois : 18 mois Durée du projet actuelle P R L V M X V T X ¶ D X D R € W Durée du projet demandée en mois ² : 24 mois (soit 6 P R L V G ¶ H) [W H Q V L R Q Nouvelle date de fin du projet : 10 Février 2023	

¹ La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

= RQH V Jp RJUDSKLTXHV j O LQWp ULHXU :GX SD\ V GH /H SURMHW YD rWUH PLV HQ °XYUH DX VHLQ GHV WUR G ,YRLUH TXL UHVWHQW de violence en milieu universitaire et qui influencent OHV DXWUHV XQLYHUVLVWpV GX SD\ V ,O V DJLW GHV G \$ELGMDQ HW O 8QLYHUVLVWp GH %RXDNp GDQV OH

Le projet relève-t-il d'une ou plusieurs des fenêtres de priorité PBF spécifiques ci-dessous :

- ,QLWLDWLYH GH SURPRWLRQ GH O pJDOLWp GHV VH
- Initiative de promotion des jeunes
- Transition entre différentes configurations de 218 H J GpVHQJDJHPHQW G de lapaix)
- Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :

UNFPA: \$ 600,000
 UNDP : \$ 450,000
 Interpeace: \$ 450,000
 Total PBF : \$ 1.500.000

**Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.*

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source)

PBF 1 ^{ère} tranche (70%) :	PBF 2 ^{ème} tranche* (30 %) :
UNFPA: \$420,000	UNFPA: \$180,000
UNDP: \$315,000	UNDP: \$135,000
Interpeace: \$15,000	Interpeace: \$35,000
Total: \$ 1,050,000	Total: \$ 450,000

Fournir une brève description du projet (décrire le principal objectif du projet ; ne pas énumérer les résultats et les extraits) :

Les violences en milieu universitaire VLWDLUH Q RQW SDV HQFRUH IDLW dans les différentes réponses apportées jusqu'à dans le cadre du processus global de FRQVROLGDWLRQ GH OD SDL[HQ & {WH G ,YRLUH /H \$ O \$3\$ GX 318' HW G ,QWHUSHDFH YLVH j FRQWULEX en milieu universitaire à travers des mécanismes participatifs afin de développer chez le étudiant(e)s, un modèle de leadership positif qui, à terme, influence la sociale et la JRXYHUQDQFH DX VHLQ GHV XQLYHUVLVWpV FLEOHV H demain que représentent ces étudiant(e)s. Il pilotera diverses approches pour mieux comprendre les dynamiques de violence et de gouvernance en universitaire ainsi que O LQWHUDFWLRQ HQWUH FHW HVSDFH, en considérant les OL étudiant(e)s comme de véritables acteurs non pas seulement de violence, mais surtout cohésion et de gouvernance. Ceci permettra d'enforcer leur implication dans la recherche et OD PLVH HQ °XYUH GH VROXWLRQV LQFOXVLYHV HW L les influencent HW Tendance également à leur tour.

³ & RFKHJ FHWWH FDVH XQLTXHPHQW VL OH SURMHW D pWp DSSURXYp GDQ O L WLDWLYH GH SURPRWLRQ GH O pJDOLWp GHV JHQUHV *3,

⁴ Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de la jeunesse (YPI).

Résumez le processus de consultation du projet dans le pays avant la soumission au PBSO, compris avec le Comité de pilotage du PBF, la société civile (y compris les organisations femmes et de jeunes) et les communautés de parties prenantes (y compris les femmes, les je et les groupes marginalisés) :

/D IRUPXODWLRQ GX SURMHW D IDLW O¶REMHW GH GI GH O¶(QVHLJQHPHQW 6XSpULHXU HW GH OD 5HFKHUHF la Lutte contre la Pauvreté, de la jeunesse, du Centre Régional des Y Universitaires (CROU) GH O¶2EVH de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS), de la Fédération Etud HW 6FRODLUH GH &{WH G¶YRLUH)(6&, GX &RPLWp et de la Conférence des Clubs de Paix des Universités et Grandes Écoles spécifiques RQW HX OLHX DYHF GHV HQVHLJQDQWV GHV GH %RXDNp G¶DQFLHQV pWXGLDQWV DVODQW DPW O LHWpWDXGL DFWLYH G¶DQFLH FESC engagés dans des organisations politiques nationales SHUPLV G¶DYRLU XQ DSHUoX SOXV ODUJH GH OD SUR 'H SOXV OHV 26& QDWLRQDOHV HW ORFDOHV QRWB O¶pODERUDWLRQ GH O¶LGpH GH SURMHW /HV UpIOH[faites de façon inclusive et participative à travers la concertation avec ces organisations partenaires.

&HV FRQVXOWDWLRQV ces acteurs intervenant dans le milieu universitaire IRUWHPHQW FRQWULEXp j O¶DQDO\VH GHV G\QDPLTXH OHXUV GLIIPUHQWHV PDQLHVWDWLRQV HW DX FLEO &RFRG\ G¶Appareil de Bouaké qui constituent les principales sources de violence alimentent les autres universités ainsi que les milieux sociopolitiques.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes Spécifiez le pourcentage (%) et le montant(\$) GX EXGJHW WRWDO GX SURMHW DOORXpV DX[DFW renforcement des capacités des femmes

/H SURMHW D XQ *0 24,25 US\$ soit 3,93% des fonds seront alloués à SURPRWLRQ GH O¶pJDOLWp GHV JHQUHV HW j O¶DXW étudiantins et même des syndicats dits violents militent quelques jeunes filles pour être formées aux méthodes alternatives à la violence V¶DSSXLHUD VXU FHV MHXQHV ILOOHV G¶Appareil de Bouaké et les dynamiques au sein du groupe. Par ailleurs, les organisations féminines sur le can entretiennent déjà une collaboration pacifique avec les mouvements étudiantins y compr SDUWLFXOLqUHPHQW YLROHQWV VHURQW dans la Grande Région universitaire. La clinique juridique sera animée majoritairement par des jeunes filles et sera plus particulièrement engagée sur les violences dont peuvent être victime(s) les étudiant(e)s. Cett VHUD FRQGXLWH DYHF O¶DSSXL WHFKQLTXH GH O¶\$ expérience en cette matière p¶X¶D\DQW DVVXUp OD JHVWLRQ GHV GpSDUWHPHQWV HQ &{WH G¶YRLUH /HV UpVXOWDV PLHX[FRPSUHQQUH OD GLPHQVLRQ JHQUH GHV Garçons et des filles, impact des violences sur les garçons et les filles). En outre, au moins 40 % des

⁵ Score 3 SRXU OHV SURMHWV TXL RQW O¶pJDOLWp HQWUH OHV VH[HV FRPPH DOORXp j O¶pJDOLWp HQWUH OHV VH[HV HW OH UHQIRUFHPHQW GHV FDSI Score 2 SRXU OHV SURMHWV TXL RQW O¶pJDOLWp (minimum 30% du budget total) j O¶pJDOLWp HQWUH OHV VH[HV HW OH UHQIRUFHPHQW GHV FDSDFLWpV Score 1 SRXU OHV SURMHWV TXL FRQWULEXHQW G¶XQH FHUWDLQH PDQLqW significative (moins de 30% du budget total).

national de prévention et de gestion des conflits de violence en toute sécurité et permettre la prise en charge efficace des événements pouvant de violence ou limiter la portée des violences.

Expliquez *brièvement* par quelle(s) intervention(s) les approches intègrent une analyse sexospécifique pour mettre en relief notamment les dynamiques de violence et de gouvernance peu connus des étudiantes et leurs intérêts. Le projet veillera à renforcer de leur protection afin de promouvoir leur leadership au sein des mécanismes de gouvernance et de résolution des conflits à travers un système de coaching par les pairs. Le projet veillera à promouvoir la violence en milieu universitaire, dans les différentes activités afin de contribuer à mieux entendre leurs voix et impulser une dynamique de gestion intégrée des campus universitaires.

Degré de risque du projet : 1
 Les cadres formels de dialogue inclusifs et permanents entre les étudiants et les autres parties prenantes à la gouvernance universitaire dans une dynamique de prévention des violences, comme les conseils universitaires ou des cités universitaires) pourraient également impacter moyennement la réalisation des résultats.

Le cas échéant, les résultats du projet contribuent à renforcer les capacités nationales pour promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits. Sous composante 2.3: Prévention/gestion des conflits

Le cas échéant, les résultats du projet contribuent à renforcer les capacités nationales pour promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits. Effet 8 du Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD 2022-2025): Le processus est plus efficace, participative, inclusive et transparente dans un environnement de droit, de cohésion sociale et de sécurité.

Objectifs et cibles de développement durable auxquels le projet contribue: Pilier 5 du Plan National de Développement (PND 2022-2025): Approfondissement de la gouvernance dans tous les domaines.

⁶ Veuillez consulter la note d'orientation du PBF sur les calculs de marqueurs de genre et la consolidation de la paix sensible au genre

⁷ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

⁸ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(2.4) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF ; (4.3) 3URORQJHP

<p>Type de demande :</p> <p>Nouveau projet: •</p> <p>Révision de projet: •</p>	<p>Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :</p> <p>Extension de la durée : • 6 mois durée additionnelle du projet en mois: V R L W M X F é t r i e r 2 0 2 2</p> <p>Changement de résultat /sujet : •</p> <p>& K D Q J H P H Q W G H O ¶ D O O R F D W L R Q E augmentation de plus de 15% par catégorie de budget</p> <p>Budget PBF supplémentaire :</p> <p>Budget supplémentaire par agence bénéficiaire Pas de budget supplémentaire</p> <p>Brève justification de la révision (G H O ¶ H [W H Q V L R Q)</p> <p><i>NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.</i></p> <p>A O ¶ L V V X é u n i o n d e C o o r d i n a t i o n e n d a t e 9 f é v r i e r 2 0 2 2 , e n t r e O H 3 1 8 ' O ¶ a I N T E R P E A C E dont le compte rendu a été transmis à la coordination nationale des projets PBF, et aussi au regard GHV G p I L V O L p v j O D P L V H H Q d u x f a c t e u r s expliqués plus bas O H F R Q V R U W L X P G H P - P W H D e t (I N T E R P E A C E) a r e c o m m a n d é O D V R X P L V V L R Q (G ¶ H [W H Q V L R Q) p o u r p e r m e t t r e d e c o m p e n s e r l e r e s u l t a t s s t r a t é g i q u e s v i s é s p a r l e p r o j e t .</p> <p>Les raisons qui sous-tendent cette requête sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des retards initiaux pris dans le lancement interne du projet HW G D Q V O ¶ R E W H Q W L R Q G H V d O ¶ H Q V H L J Q H P H Q W V X S p U L H X U H e t l e s p r é s i d e n t s G ¶ 8 Q L Y p o u r l e m e p d e s a c t i v i t é s s u r l e c a m p u s , d o n t l e s d é l a i s a v a i e n t é t é s e s t i m é s à l a c o n c e p t i o n d u p r o j e t . • Plus de temps que prévu dans les délais de la conduite de la Recherche Action Participative (RAP), activité clé du projet pour comprendre les dynamiques qui sous-tendent la Y L R O H Q F H j O ¶ X Q L Y H U V L W p H W R ° X Y U H S R X U \ C e p e s a r d e s d u à p l u s i e u r s f a i t s , G R Q W O ¶ L Q G L V S R Q L E L O L n W a m m e r t l e s V \ Q G L F D W V H V W X G L D Q W L Q V , C e s a s s o c i a t i o n s e s t u d i a n t i n e s e t l a g o u v e r n a n c e u n i v e r s i t a i r e i m p l i q u e n t a u d é m a r r a g e d u p r o j e t a n s l e s a c t i v i t é s d e d i s c u s s i o n s a u p r i n t e m p s 2 0 2 1 a s e n s i b i l i t é d e l a t h é m a t i q u e v u q u e l a v i o l e n c e r é c u r r e n t e d e p u i s 1 9 9 4 e n m i l i e u u n i v e r s i t a i r e .
--	---

	<p>a des relans politiques. Également on note des problèmes logistiques liés aux procédures internes différentes en signataires vu que les procédures de décaissement du système des Nations Unies ont été différentes. Malgré ces défis, les données ont pu être collectées auprès des acteurs pertinents représentatifs (les syndicats étudiants, les syndicats universitaires) et une cartographie des parties prenantes, des vulnérabilités et un document de suivi des activités du projet en fonction des défis identifiés par la recherche ont pu être présentés et partagés en 2021 avec les signataires. Ces derniers ont été élaborés entre novembre 2021 et janvier 2022.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le report conséquent dans le temps des activités qui ont permis de présenter les résultats de la RAP pour être mis en œuvre. Notamment les activités du produit 1.2 sur la cartographie des parties prenantes (étudiants, syndicats) ont été reportées de décembre 2021 à février 2022 afin de susciter des idées et des pistes de solutions par les parties prenantes (étudiants, syndicats) et de permettre l'installation de cadres de dialogue, durablement, de manière durable, doivent également provenir de la proposition des parties prenantes, en réponse aux analyses de la recherche. Les cadres de dialogue, durablement, de manière durable, doivent également provenir de la proposition des parties prenantes, en réponse aux analyses de la recherche. Les cadres de dialogue, durablement, de manière durable, doivent également provenir de la proposition des parties prenantes, en réponse aux analyses de la recherche. Les défis politiques, opérationnels et sécuritaires à opérer dans le milieu universitaire, qui compliquent et ralentissent les activités enclenchées de facto un retard sur les activités doivent promouvoir les résultats actions des étudiants, soit à travers les capsules vidéo (3.2.2) et de la campagne de communication (3.2.3).
--	---

⁹ car les leaders des syndicats étudiants sont utilisés par la classe politique pour la mobilisation de cette force vive que constitue les étudiants, à des fins purement politiques

	<p>O 8 QLYHUVLWp GH & RFRG\ Q D SD QLYHDX HW V HVW WHQXH j O pF FRQWUDLQGUH j XQH ts. S Le Valend Get institutionnel et les mouvements de revendication étudiants qui sont généralement violents et qui opposent souvent syndicalistes étudiants (FESC)¹⁰ (CEECI)¹¹ de différentes obédiences paralyant les campus plusieurs jours ont également entravé la conduite apaisée des activités. WLWUH En novembre 2021, le renouvellement des instances du syndicat CEECI à Bouaké entraîné de fortes violences sur le campus et une insécurité. Ainsi, IHV DFWLYLWpV GH UpXQLRQ G SODQ G D F V R e p o r t e s p o u r é v i t e r d e m i t t r e d e s étudiants en danger. Il fallait également attendre la recomposition du bureau national des différents bureaux de syndicats étudiants afin d'identifier les membres du syndicat les plus pertinents. A G LOOXVWUDWLRQ OH de Ouakara de Bouaké où était prévue OD PLVH HQ °XYUH G GX SURMHW O RQ D FRQVWDWp O RUGUH HW OH V\QGLFDW HVWX me LOOXUH V FRQGLWLRQV G pWXG situation a conduit à reporter toutes les activités programmées pour cette période à des dates ultérieures. En effet, il était difficile de faire passer ce risque car les activités de sensibilisation conduites j O HQGURLW GHV O étudiants garantissaient des élections apaisées de leurs engagements lors des élections pour le renouvellement des instances de ces syndicats. Cependant, dans le but de contourner la survenance de tels risques, nous avons prévu de reporter les activités de ces perturbations dans les activités de sensibilisation et OD SURPRWLRQ GH FDGUHV G pF instances de la gouvernance universitaire. Toutes les revendications seront donc adressées et traitées au sein des cadres.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les défis liés à la coordination des actions au sein du consortium, GRQW OHV SURFP GXUHV HW différents, pour la réalisation d'activités conjointes et la recherche de synergies sur le terrain. Un défi concerne notamment le financement des activités à venir pour les activités 1.2.3 (à la mise HQ °XYUH GHV DFWLYLWpV SU G DFWLRQ FUpDWLRQ DSS étudiants) et 2.2.2 (institutionnalisation de cadres formels de dialogue inclusifs entre les étudiants et la gouvernance universitaire). La mL VH HQ °XYUH GH FHV D en effet une étroite collaboration opérationnelle entre Interpeace/Indigo, qui disposent des moyens humains et O H [SHUWL VH SRXU p e r t e n e r d e s a c t i v i t é s e t q u e d e dialogue pour avoir conduit la RAP, et le PNUD et UNFPA TXL GLVSRVHQW GX EXGJHW Q pFH
--	--

¹⁰ FESCI: Fédération WLRQ (VWXGLDQWLQH HW 6FRODLUH GH & RWH G , YRLUH
¹¹ & ((& , & RPLWp GHV (OqYHV HW (WXGLDQWV GH & RWH G , YRLUH

DFWLYLV réunion de concertation en date du 14 février 2022, les partenaires du consortium ont identifié un défi de compatibilité entre les besoins émergeants du terrain pour des UPXQLRQV G¶pFKDQJH GH SHWLW demandant une grande flexibilité pour répondre à la disponibilité des parties prenantes (qui composent la majeure partie des activités de 1.2.3, 2.2.1. et 2.2), et les procédures et modalités de financement du PNUD et UNFPA, plus adaptés à des actes de large envergure prévisibles plusieurs mois à l'avance et peu modifiables. Les membres du consortium ont fini par trouver une solution en privilégiant une approche médiane de financement et de réalisation des activités conjointes. Cette approche a consisté à former non pas de petits groupes ou de grands groupes, mais plutôt des focus groups avec un effort moyen. Par conséquent, des dispositions ont été prises de part et d'autre pour plus de planification en anticipant sur les formalités administratives. Une approche conjointe a été adoptée avec succès dans une approche conjointe. Ainsi, l'effort de planification permettra de mieux traiter, dans les délais et le respect des procédures du PNUD et UNFPA, les requêtes pour la réalisation des autres activités conjointes résiduelles.

Face à ces situations, une extension de 6 mois repoussant la date de fin du projet du 10 août, au 10 Février 2023 permettra de continuer à mener les activités coordonnées résiduelles afin de compléter le projet. Cette extension permettra de mener les activités coordonnées résiduelles dans les mois supplémentaires du projet, et de les diffuser à travers une campagne de communication (3.2.3).

Notons aussi que le délai demandé est de 6 mois. En effet en plus des raisons avancées plus haut, la migration de la plateforme de gestion administrative et financière des projets et programmes qui entrainerait un gel de toute opération dans le système durant le mois de septembre 2022. Les termes durant le mois de septembre seraient impossibles pour l'opération de migration de la plateforme de gestion administrative et financière dans le système durant le mois de septembre 2022. Ainsi, le délai de 6 mois est un délai supplémentaire de 6 mois à cause de cette migration informatique.

3 DU DLOOHXUV GHSXLV OH Gde des résultats importants ont été atteints notamment

- La prévention, la gestion pacifique et inclusive des conflits en milieu universitaire est améliorée à travers une compréhension commune de la violence, des facteurs de paix et de résilience. En effet les consultations, restitutions et validation des résultats de la recherche ont permis de réduire la violence en milieu universitaire, appelé la Recherche Action Participative (RAP) ont permis à 80% des parties prenantes des syndicats

HVWXGLDQWLQV OHV V\QGLFDWV
 estudiantines et la gouvernance universitaire
 compréhension commune des causes de la violence
 O¶HV SDFH XQLYHUVLWDD de la RAP est
 disponible. Aussi notet- RQ OD GLVSRQLELO et V
 XQH FDUWRJUDSKLH DFWXDOLVp
 universitaire

- L'engagement de la jeunesse estudiantine (jeunes femme
 jeunes hommes) dans la gouvernance universitaire est ren
 et valorisé à travers des formations et des renforcement
 capacité. En effet plus de 600 étudiants dont 60% des filht
 été forméesHQ GURLWV GH O¶+RPPH
 FRQIOLWV HQ JHVWLRQ V\QGLFDO
 du genre.3 DU DLOOHXUV WURLV FH
 installéesHQ UDLVRQ G¶XQH SDU X
 OHV PRQLWHXUV GH FHV FHOOX
 participation de 60% de fillesAussi, les moniteurs et monitrice
 en charge de la rédaction des bulletins de suivi de la viole
 sont formés notamment 15 étudiants dont 8 filles également 5
 animateurs des cliniques juridiques virtuelles sont formés,
 13 filles afin de recevoir les requêtes pour les saisines offici
 pour les cas de VBG.
- Un leadership positif à travers l'engagement citoyen pour
 paix et la cohésion sociale est promu et développé dans le r
 étudiant. Ainsi, noté-on un niveau d'implication positif plus
 en plus élevé des membres de syndicats étudiants aux activités
 citoyennes pour la cohésion sociale à travers leurs participatio
 croissante aux activités du projet \$ WLWUH G¶L
 remarque une implication élevée des membres de syndi
 étudiants aux consultations de la RAP, puis dans les réu
 G¶HQJDJPHQW OD FRQVWLWXWL
 mettre en place des cadres de dialogues. Les données chiffrées
 ont montré un intérêt de ces acteurs pour la RAP (42%
 étudiants sondés étaient membres des syndicats étudiants).
 Aussi des émissions radiophoniques sur thématiques liées à
 la gestion pacifique des conflits G D Q V O¶HV SDFH
 permis de créer le débat contradictoire
 Ainsi, lors des 24 émissions radiophoniques, nous a
 HQUHJLVWU p SRXU FKDTXH JURXS
 filles par université, ce qui fait un total de 360 auditeurs en l
 ayant apprécié les débats contradictoires

Ce délai supplémentaire devra permettre notamment de mettre en
 ° X Y les activités suivantes

- Elaborer et Editer les bulletins semestriels d'information sur
 cohésion sociale en milieu universitaire (OSPA) les CAPU
- Organiser la semaine du leadership féminin
 Formation/Sensibilisation dans les 03 universités (MPJIPS)
- Organiser un atelier bilan et de pérennisation des cel
 G¶DOHUWH SUPFRFH XQLYHUVLWDD

	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une enquête en ligne sur les dynamiques de violence et de paix sur elles. • Organiser un engagement citoyen des jeunes universitaires • Organiser un atelier de renforcement de la cohésion sociale en milieu universitaire • Organiser une journée universitaire de paix et une cérémonie • \$SSX\HU O p ODERUDWLRQ G XQ SC prenantes à la violence et à la paix pour chacune des universités ciblées Il s'agira au titre des activités résiduelles G R U J D Q L W H O L H U G H F D S L W R Q D I G a t i v e G H V S O D Q V G D F W L R Q V L P R X Y D Q H Y cet atelier conjoint prévu du 2 au 4 Aout 2022 est une solution apportée à la difficulté du cofinancement UNFPA/PNUD énoncé antérieurement. Ce qui permet de réunir les acteurs universitaires (étudiants, enseignants, P/A gouvernants) pour la PLVH HQ °XYUH GH C et à capitaliser sur les expériences et bonnes pratiques de gouvernance et leadership positif initiées sur les campus. • \$SSX\HU OD PLVH HQ °XYUH G D F V S O D Q V G H F D S L W R Q V S R U W H U R Q W V mini ateliers visant à sélectionner quelques actions prioritaires FRQWHQXHV GDQV OHV SODQ G D F V • Accompagner la vulgarisation des approches innovantes i GH OD PLVH HQ °XYUH I G e t a / i c i G u e s t p t G D S S Q R U W U H U D S S X L j O D P L V H H Q retenues lors des mini ateliers de sélection des dites actions incluant des approches innovantes dans la mise en X Y U H • Institutionnaliser des cadres formels de dialogue inclusif permanents entre les étudiants et les autres parties prenantes de la gouvernance universitaire • Réaliser des capsules vidéo en vue de documenter et promouvoir un leadership alternatif à celui fondé sur la violence • Organiser une revue du projet pour présenter les acquis du projet, garantir leur pérennité et en assurer le portage politique • \$SSX\HU OD PLVH HQ °XYUH G L C (participant à la cohésion sociale) sélectionnés par les étudiant(e)s & H W W H D F W L Y L W p H V W H Q F R X U V oratoire, dont la phase de présélection des candidats est achevée / R S p U D W L R Q Q D O L V D W L R Q G cours des prochains mois <p>A ce niveau les activités ont été réalisées fin juin 2022, notamment</p>
--	--

¹² P.A.T: Personnel Administratif et Technique

	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des étudiant(e)s pour le suivi participatif de la violence la formation des moniteurs des FHOXOHV G¶DOHUWHV SUPFRFH H informatique (tablettes) pour le suivi participatif de la violence sur les campus est effectuée Les premiers bulletins de suivi de OD YLROHQFH SDU OHVsdnHCOUkOHV • Animer des cliniques juridiques mobiles/virtuelles en vue de contribuer à orienter les étudiants victimes de violences vers les mécanismes formels de saisine à ce niveau, les monitrices de cliniques juridiques virtuelles sont formées Les premiers rapports sur les saisines reçues de la part des victimes en FRXUV G¶pp ODERU

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE¹³</p> <p>Nom : Mme Cécile COMPAORE ZOUNGRANA Représentante Résidente</p> <p>Signature  FBF4453089F9402</p> <p>Nom de l'agence : UNFPA Date et visa : 25/07/2022</p> 	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : Monsieur KOUADIO KONAN Bertin <i>Signature</i></p> <p>Titre : Ministre de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale</p> <p>Date et visa : 28 JUIL 2022</p>
<p>Nom : CAROL FLORE-SMERCZNIAK, Représentante Résidente</p> <p>Signature </p> <p>Nom de l'agence : UNDP Date et visa : 26/07/2022</p> 	 
<p>Nom : ALESSIA POLIDORO, Senior Regional Representative for West Africa</p> <p>Signature </p> <p>Nom de l'ONG : Interpeace Date et visa : 26/07/2022</p> 	
<p>Coordonnateur Résident</p> <p>Nom : PHILIPPE POINSOT</p> <p>Signature   FBF4453089F9402</p> <p>Titre : Coordonnateur Résident du SNU en RCI</p> <p>Date et visa : 28 JUIL 2022</p> 	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Mme. ELIZABETH SPEHAR,</p> <p>Signature </p> <p>Titre : Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix</p> <p>Date et visa : 3 August 2022</p>

I. & RQWH[WH GH FRQVROLGDWLRQ GH OD SDL[HW MXVWLI

- a) Décrire brièvement les conclusions principales de l'étude de cas sur les principales thématiques du projet. Comment le projet répond-il aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits ? Fournir une analyse des acteurs clefs et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit être sensible au genre et à l'âge.

Le 10 octobre 2011, les élections municipales, qui constituent des étapes majeures du processus global de consolidation de la paix après la crise postélectorale de 2010 et 2011 et la décennie de relative accalmie qui en a suivi.

Malgré les nombreux efforts accomplis en matière de prévention de gestion des conflits à travers la mise en œuvre de plusieurs initiatives financées par les partenaires au développement de la Côte d'Ivoire (3%), il ne faut pas sous-estimer le fait que des tensions et des conflits au sein de plusieurs milieux dont les universités qui sont régulièrement et malheureusement, en proie à des crises récurrentes.

En effet, depuis les années 1990, lorsque le champ politique national entre en ébullition avant, pendant et après les échéances électorales majeures, les campus universitaires, à travers certains espaces de tensions préexistants en milieu universitaire deviennent des lieux favorables à la violence politique, en raison des liens entre partis politiques et syndicats étudiants les élites politiques de la part des partis politiques, mais aussi une offre de mobilisation de la part des syndicats étudiants.

Ces universités doivent désormais faire face à de nombreux conflits et violences structurelles en leur sein.

Les conflits en milieu universitaire: causes et manifestations

En effet, il existe des conflits de deux ordres : d'ordre interne et d'ordre externe. Les conflits internes sont liés à des problèmes typiquement universitaires

¹³ .RDQ .28\$66, ³ /D)(6&, HQUWH \IQGLFDOLVPH HW SROLWLTXH VRFLR H GH j QRV MRXUV W Kné Ouattara, 2019, p. 7.

¹⁴ \$GMD)HUGLQDQG 9\$1*\$ \$QJLDQ .28\$828 HWolé Diouf, *Violence, Conflits et Perspectives de Paix en Afrique* Yaoundé du 6 au 10 mars 2006, 13 P.

¹⁵ 'DYLG . 1JRUHQ ³OHV HQIDQWV GH OD OXWWH' LQ 1RXYHOOH pGLWLR

que : le système de notation, la sélection lors du cycle licence, le harcèlement moral et sexuel dont sont généralement victimes les jeunes filles étudiantes et des pratiques de corruption constituent également des facteurs déclencheurs de conflits au sein des universités. Le personnel administratif et instances de gouvernance peuvent subir la violence des étudiants et des syndicats lors des conflits. Les conflits horizontaux opposent quant à eux, les différents syndicats ordinaires qui souffrent de la violence exercée par les syndicats étudiants pour le contrôle du à des actes de violence.¹⁷

Ces différents conflits se traduisent chaque année par des grèves menées successivement par les étudiants, les professeurs et le personnel administratif qui dégénèrent malheureusement en affrontements et actes de violences sur les campus. Ils expliquent en partie, le déclin de la notoriété de l'université.

La violence est devenue structurelle en milieu universitaire, cette situation est devenue un outil de valorisation sociale. Cette utilité et cette valorisation définissent cette culture de violence.

De leur côté, les syndicats étudiants utilisent la violence pour démontrer leur domination de fait. Cette violence est devenue un véritable outil de valorisation sociale. Cette utilité et cette valorisation définissent cette culture de violence. Cette violence est devenue un véritable outil de valorisation sociale. Cette utilité et cette valorisation définissent cette culture de violence.

¹⁶ \$ GMD) HUGLQDQG 9\$1*\$ \$QJLDQ . 2018, 28 H Wole D, D H Vire. \$ 3
: *Quelles implications des syndicats d'étudiants et élèves* RS FLW 3

¹⁷ *ibid.*

¹⁸ 'DYL G . 1 J RUDQ 3 OHV HQIDQWV GH OD OXWWH' RS FLW 3

¹⁹ Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence impliquant les jeunes dans l'espace urbain & { WH G ¶ , YRLUH AQ-UEA de S. Indigo et de l'appât du gain : Trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence en Côte d'Ivoire et au Malindi C{ WH G ¶ , YRLUH , 05\$3 , QWHUSHDFH PDUFKH DYHF OHV IDUoRQV' 7UDMHFWRLUH GHV MHXQHV YHUV OD Y GH OHXU VRFLpWp " 8QH DQDO\NH ORFDOH GHV U{OHV MLIH JHQUH HW Indigo CI, IMRAP, Interpeace, 2017

3 DUWL - Président Laurent Gbagbo²⁰ OH & RPLWp GHV (OqYHV HW (WXGLD (CEECI) est quant à lui proche du RDR (Rassemblement des Républicains) Parti du Président \$ ODVVDQH 2XDWWUDUD H WMECQ & conom & relat d'UPICP'S (Oatif de OOH [Président Henri Konan Bédié). Ces liens entre syndicats étudiants et partis politiques subsistent encore DXMRX Les syndicats sont en partie financés par les partis politiques, ils participent aux mobilisations organisées par le parti affilié et leurs membres cherchent à y faire carrière au terme de leur cursus universitaire. Rapidement, les syndicats se sont relativement écartés de leur objectif premier de défendre les intérêts des étudiants pour contrôler le campus universitaires. &H FRQWU{OH V HIIHFWXH SDU GHV DFWHV GH JUqYHV HW C étudiants et les commerçants sur le campus, les prélèvements sur les bourses étudiantes, et des DFWHV GH YLROHQFHV SK\VLTXHV DILQ G LQWLPLGHU OHV p O HVSDFH HW X Qidierm & Oes syndicats étudiants ne jouent en apparence G DFXQH RSSRVLWRQ \$ORUV TXH O-sympathisants de Went Les DQWV V PDQLHVWDWLRQV /HV TXHOTXH V RSSRVDQWV YRFDX[VRQ apparentés à un syndicat opposé qui utilise les mêmes techniques.

&HWWH YLROHQFH GHV V\QGFLDWV HWW G DLOOHXUV XQ IDF cette culture de la violence chez les jeunes. De plus, le lien travail étudiant étant bloqué par la situation pFRQRPLTXH O DSSDUAWHQDQFH de créer un réseau social, économique et SROLWLTXH DYHF OH SDUWL DIILOLp HW PrPH G REWHQLU WHUPH O DSSDUWHQDQFH DX V\QGFLDW SHUPHW DXVVL G crimi QHOOH GH EpQPILFLHU GH FKDPEUHV XQLYHUVLWDLUHV place pour un concours administratif et de la couverture sociale du groupe.

Les principales victimes des conflits et violences universitaires sontes (i) étudiants ordinaires qui subissent la violence physique et morale des syndicats et la violence symbolique des SURIHVVHXUV DJHQWV DGPLQLVWUDWLIV HW LQVWDQFHV discrimination, corruption, exclusion des cadres de gouvernance (ii) Le corps professoral et administratif pris à parti lors de grèves et de violences des syndicats, (iii) Les étudiantes qui peuvent subir parfois, du chantage sexuel de leurs professeurs et des violences sexuelles de la part des syndicats le viol est en effet une arme de combat utilisée par les syndicats²⁵.

Place des étudiantes dans la violence universitaire

Certaines filles adhèrent et militent au sein des syndicats pour les mêmes raisons que les garçons, elles sont cependant moins nombreuses à cause de la violence intrinsèque des syndicats. De plus, ELHQ TX p WdQW une force de médiation dans les conflits internes, les étudiantes ne EpQPILFLHQW SDV GH OD PrPH RSSRUWXQLWp G DVFHQVLR masculins au sein des syndicats, puis des partis politiques. Lors de batailles électorales ou de GpPRQVWUDWLRQV GHIRUFH VXU OHV FDPXV OHV pWXGLDQV surtout si elles appartiennent à un syndicat opposé fréquentent un des membres.

²⁰ \$ GMD)HUGLQDQG 9\$1*\$ \$QJLDQ . 2B\$&28e HWole Dn]Dte d'Vire. \$ 3 : *Quelles implications des syndicats d'étudiants et élèves* RSP. 12LW
²¹ <DFRXED .21\$7(3 OHV HQIDQWV GH OD EDOOH 'H OD IHVFL DX[PRXYHF Politique africaine »
²² 'DYLQ . 1 JRUHQ 3OHV HQIDQWV GH OD OXWWH' RS FLW 3 HW
²³ \$XWHXU 1 & 3)HVFL V\QGFLDW <http://www.referendite.com/pages/Quand%20le%20syndicat%20ou%20mafia.html>
²⁴ Adja Ferdinand VANGA, Anzian KOUACOU et Lazare SIKA, P54
²⁵ 'DYLQ .RUHQ 3OHV HQIDQWV GH OD OXWWH' RS FLW 3

La proportion des étudiantes augmente dans les associations et notamment les clubs de paix, sans pour autant que la parité soit atteinte. On peut expliquer cela par la peur d'interagir avec les syndicats, dont le parrainage de toute association est quasi obligatoire. Un changement est à noter ces dernières années cependant il existe une nouvelle tendance d'associations 100% féminines qui ° XYUHQW j OD FRKp VLRQ VRFLDOH HW HQ Campus On Peace). GLDOR J De plus, la Conférence des Clubs de Paix, association créée en 2017 pour donner les clubs de paix universitaires à travers le pays, est actuellement menée par une étudiante en master en droit GH O¶K RPPH HW DFWLRQ KXP DQLWDLUH /HV FOXEV GH SDL[existe par ailleurs au sein des groupes syndicaux des clubs informels de jeunes étudiantes généralement, des anciennes militantes qui sont comme des marraines auxquelles les jeunes se réfèrent pour certaines questions notamment celles qui impliquent les filles. Elles sont écoutées par les MHXQH V \QGLFDOLVWHV ,O V¶DJLW QRWDPPHQW GX ³&OX

(Q UpVXPp OH FOLPDW GH YLROHQFH VWUXFWXUHOOH j O¶ frustration des étudiants face à une gouvernance intrusive (conflit vertical) et du mode de contrôle des campus par les syndicats (conflit horizontal).

'DQV OH SUPVHQW SURMHW LO Q¶H[LVWH SDV GH FRQIOLWV SOXV LQWHQVHV j %RXDN Adjan Wen & Bisfor de la Trêve des Écoles universitaires sur les campus. Les campus ne souffrent pas non plus de conflits interethniques ou LQWHUETHNIQUES TXDOLILpV GH FRQIOLWV étudiants violents et riverains, lors de bagarres et de pillages.

En outre, toutes ces violences universitaires débordent sur le champ politique national de GHX[IDORQV O¶XWLQOLVDWLRQ GHV V\QGLFDWV SDU OHV SDU tous les dix ans ainsi que U V GHV PRXYHPHQWV VRFLRSROLWLTXH HW C de ces syndicats étudiants.

'H O¶XWLQOLVDWLRQ GHV V\QGLFDWV SDU OHV SDUWLVSROLV des crises électorales

(Q & {WH G¶YRL cycle de violence électoral qui se répète tous les dix ans depuis O¶DYq QHPHQW GX PXOWLSD(2002, 2011) Une Nouvelle Étape De Ce Cycle semble probable avec les élections présidentielles de 2020, législatives de 2021 et les municipales (Q HIIHW O¶DEVHGFH GH YpULWDEOH HW SDFLILTXH WUD V¶H[SOLTXH SDU O¶DEVHGFH GH FRQVHQQV VXU OHV UqJO ³GpPRFUDWLH GH PDVVH´ O¶Hins que la capacité de mobilisation dans SRUWH O¶HVSDFH SXEOLTXH &HV PRELOLVDWLRQV SDFLILTXH SX identitaires. Les partisans du candidat au pouvoir ont peur de le perdre, et les partisans du candidat G¶RSSRV L'ont de ne pas accéder (que leur tour ne vienne pas). En effet, on ne vote pas pour des idées mais pour le candidat qui représente son groupe afin de bénéficier de retombées pFRQRPLTXHV UpHOOHV RX SHUoXHV HW G¶XQ VHQWLPHQW

Puisque la bataille politique semble se passer dans la rue plutôt que dans les urnes, les leaders SROLWLTXHV IRQW DSSHO j GHV HQWUHSUHGHXUV GH PRELOLVH les plus connus sont les jeunes des quartiers populaires, les étudiants des transports, les écoles et les universités. En période électorale, les partis politiques font donc appel aux leaders syndicaux étudiants qui ont la capacité de mobiliser des étudiants et de les déplacer dans la rue. En effet, en 2010 une partie du Mouvement des Jeunes Patriotes affiliés au FPI, parti au pouvoir à cette époque, pWDLW FRQVWLWXpH G¶pWXGLDQWV PRELOLVpV SDU FH SDU UHFUXWHU GHV PDQLHVWDQWV GDQV le Centre des Nations G¶RU

²⁶ ibid. P. 122124

GH O¶XQLYHUVLWp (Q HIIHW OD PRELOLVDWLRQ YLROHQW
GHPDQGH GHV SDUWLV SROLWLTXHV PDLV DXVVL G¶XQH RII
YRORQWp G¶DJLU it pas être sous-estimée. QWV QH GR

/¶LQVWUXPHQWDOLVDWLRQ GH OD)(6 & ,²⁷ SDW Abou Adjamé, j O¶XQLYI
de la & ((& , SDU OH 5'5 j O¶XQLYI des fins de priorités/RCC/D&S est donc à
craindre avant, pendant et après les élections présidentielles en octobre 2020 et législatives au
printemps 2021.

/¶XQLYHUVLWp HW OHV V\QGLFDWV FRPPH pFROH Ges OD YLRO
&HUWDLQV GHV OHDGHUV SROLWLTXHV DFWXHOV HQ &{WH G
travers les syndicats estudiantins. En accédant au pouvoir ou en occupant des postes de
UHVSQRVDELOLWp GDQV O¶DGPLQ it a été le Directeur de Leadership
YLROHQW HW G¶DEVHGFH GH GLDORJXH j O¶pFKHOOH GX SD
FESCI avant de mener sa rébellion de 2002 (au profit selon lui d'Alassane Ouattara), est devenu
Premier Ministre puis Président GH O¶\$VVHPEOpH 1DWLRQDOH &KDUOHV
Général de la FESCI avant de devenir un soutien de Laurent Gbagbo notamment pendant la crise
politico-militaire de 2004²⁸ et la crise postélectorale de 2011. Karamoko YAYORO, premier
secrétaire UH QDWLRQDO j O¶RUJDQLVDWLRQ GH OD)(6 & , HQ
MHXQHVVH GX 5'5 HVW DXMRXUG¶KXL FRQVHLOOHU VSpFLDO

Face à cette situation extrêmement complexe et dans un souci de prévenir ces violences
PXOWLIRUPHV DX VHLQ GHV XQLYHUVLWpV OH JRXYHUQH PH
PDOKHUXHVPHQW SX GpERXFKHU VXU GHV PpFDQLVPHV FR
résolution des crises universitaires HLV (WDWV JpQpUDX[GH O¶8QLYHUVLWp
UpSRQG X TX¶j GHV TXHVWLRQV SRQFWXHOHV HW Q¶RQW SD
GH OD YLROHQFH GDQV OHV XQLYHUVLWpV ,OV Q¶RQW SDV
mécanisme permettant la réduction des violences. La jeunesse étudiante ayant été plutôt utilisée
FRPPH XQ PR\HQ HW j WLWUH SRQFWXHOH GDQV OD UpVROX

,O HVW GRQF j FUDLQGUH TXH VL de violence et le monde opératoire RXU FK
des syndicats étudiants, ce reproduiront des élites politiques incapables de résoudre des crises
autrement que par la violence à laquelle ils ont été abreuvés abondamment durant leur cursus
universitaire.

La contribution R Q j OD FRQVWUXFWLRQ G¶XQH pOLWH SROLWLTXH UH
FULVHV GDQV O¶HVSDFH XQLYHUVLWDLUH HQ YXH G¶XQH SD
XUJHQFH SDUWLFXOLqUH ,O HVW G Ratif à les soutenir et militer G¶DSSRU
universitaire et de mettre à profit leur force et leur détermination dans la dynamique de construction
G¶XQH SDL[GXUDEOH

\$XWUHV DFWHXUV SHUWLQHQWV GDQV O¶DQDO\XH GH FRQIO

Acteurs internes

Les Clubs de Paix, formés la plupart en 2015, et coordonnés depuis 2017 par la Conférence des
Clubs de Paix, tentent de mobiliser de nouveaux acteurs avec un leadership positif et pacifique.
Leur objectif est de réduire la violence sur les campus à travers des activités de sensibilisation
de formation Leurs faiblesses tiennent à leur manque de poids face aux syndicats étudiants et à

²⁷ 'DYL G . 1¶JRUDQ ³OHV HQIDQWV GH OD OXWWH´ RS FLW 3

²⁸ <DFRXED .21\$7(³ OHV HQIDQWV GH OD EDOOH 'H OD IHVFL DX[PRXYHI

OHXU IRFXV VXU OHV FRQIOLWV KRUL]RQWDX[HQWUH pWXGL ni le corps professoral, ni les instances de goVDRQFH \$ QRWHU FSHHQGDQW TX ponctuellement utilisés par les syndicats comme médiateurs.

Les organisations religieuses étudiantes, la Jeunesse Etudiante Catholique (JEC) et O¶\$VVRFLDWLRQ GHV (WXGLDQWV HW ((DEFMHI), ont pour OPDQV G mission le soutien de leurs communautés et la promotion de la paix, parfois utilisés comme arbitres ou médiateurs lors de conflits. Certains membres de ces organisations religieuses appartiennent aussi aux syndicats étudiants. LOV RQW XQ SRWHQWLHO GH SDFLIL SDV DVVH] QRPEUHX[SRXU V¶RSSRVHU DX[YLROHQFHV VXU

Organisations Féminines de Paix

/¶\$VVRFLDWLRQ µ&DPSXV LQ 3HDFH¶ HWV XQH RUJDQLVDWLRQ constituée de jeunes étudiantes diplômées qui se sont investies dans la pacification des campus et GHV UpVLGHQFHV XQLYHUVLWDLUHV (OOHV RSqUHQW SDU O¶ potentiellement violents pour les sensibiliser à la nécessité de préserver un environnement de paix et de cohésion. Elles se focalisent sur la prévention des violences dont peuvent être victimes les filles notamment

Les clubs de paix, les organisations religieuses et les organisations féminines sont des alliés, SDUPL G¶DXWUHV SRWHQWLHOHV RUJDQLVDWLRQV G¶pWXG évidemment consultés lors de la recherche, et démarchés en tant que parties prenantes. Ils seront DXVVL LPSOLTXPV SRVés Étudiantes Pour la Cohésion Sociale, un groupe de porteurs G¶LQLWLDWLYHV RX GH PHPEUHV GX FRPLWp GH VpOHFWLRQ

Les jeunes des partis politiques (JFPI, JPDCI et RJP) ont aussi leur antenne sur les campus où elles cherchent à mobiliser des étudiants lors des meetings de leurs partis. Bien que peu visibles, elles restent influentes et servent de courroies de transmission entre partis politiques et syndicats. Ces jeunes des partis politiques seront engagées par le projet.

Les Centres Régionaux des X Yes Universitaires (CROU) ont pour objectif de veiller au bien rWUH GHV pWXGLDQWV HW VRQW UHVSRQVDEOHV GH O¶DWW de la gestion des restaurants universitaires HV & 528 VRXIIHQW G¶XQ eSUREOqP qui est exploité par les syndicats majoritaires. Alors que ces derniers sont censés représenter les LQWpUrWV GHV pWXGLDQWV LOV GpWRXUQHQW O¶DWWULEX /¶LQVXIIILVDQFH GHV FKDPEUHV corruption dans le recrutement de LpH j O incompréhensions de la part des étudiants qui sont sources de conflits.

Les 6\QGFLFDWV G¶(RQMLXQDIQV WOODERUDWLRQ WDFLWH DYH PDMRULWDLUH ORUV GX ODQFH. Ils ont été dans les syndicats étudiants GH J une force de mobilisation pour défendre leurs intérêts. Une alliance entre un syndicat enseignant et XQ V\QGFLFDW pWXGLDQW D G¶DXWDQW SOXV GH FKDQFHV G¶ parti politique. Les syndicats enseignants ont aussi fait preuve de violence lors de grèves dans le passé, même si elle est de moindre ampleur que la violence systématique des syndicats étudiants. /HV V\QGFLFDWV HQVHLJQDQWV j O¶XQLYHUVLWp et VpRQW OH O¶(QVHLJQHPHQW 6XSpULHXU 6<1\$5(6 HW OH 6\QGFLFDW GH G¶YRLUH 6<1(6& ,

Les Doyens des Unités de Formations et de Recherche (UFR) influencent le climat social dans leur faculté. Certains doyens ayant de bonnes relations avec les mouvements étudiants observent un nombre moindre de perturbations de leurs cours, en comparaison des facultés où les doyens ne sont pas engagés dans un dialogue social. SLDU H[HPSOH OD IDFXOWp GH GURLW G

OH SURMHW FRQWULEXHUD j SURPRXYRLU XQH JRXYHUQDQFH
 OHV UHYHQGLFDWLRQV GHV pWXGLDQW H V HW SUPYHQLU O¶
 le projet vise également à créer une culture de paix et de dialogue et à promouvoir un leadership
 alternatif à celui défini par la violence. Cela se traduira par la formation des leaders qui promeuvent
 effectivement les intérêts des étudiants plutôt que le contrôle du territoire par la violence.
 renforçant les capacités pour réduire la violence dans le campus et en promouvant un leadership
 alternatif, le projet espère donc contribuer à briser le lien qui permet aux partis politiques de
 mobiliser des étudiants à des fins de violence politique notamment pendant la période post
 élection présidentielle (hiver 2021), la période des élections législatives (printemps 2021) et
 celle des municipales (2023) et accroître le potentiel des jeunes étudiants à participer pleinement
 à la gouvernance universitaire. Il espère aussi créer une nouvelle génération de leaders capables
 de régler des conflits de manière non violente. Le Q FUpDQW XQ FDGUH G¶DSSUHQW
 un modèle de leadership positif. Bien que le changement soit attendu sur le long term
 O¶REVHUYDWLRQ G¶XQ FKDQJHPHQW GH FRPSRUWHPHQW LQ
 aura repérés, permettra de présumer du succès de ce pari.

/H FDUDFWqUH LQQRyDQW GH FH SURMHW HWV OLp DX ID
 universiWDLUH TXL UHVWH XQ IR\HU LQVXILVDPPHQW WUDLWp
 WHUUHDX GH OD YLROHQFH SROLWLTXH HW G¶LQVWUXPHQW
 SURMHW D OD YRFDWLRQ FRQWUDLuniversity of Paris SURFKH F
 YLROHQFH SDU OH © KDXW a GH YDORULVHU OD SDUWLFLS
 O¶LGHQWLILFDWLRQ GHV SLVWHV GH VROXWLRQ -SDU XQH G
 Des mécanismes inclusifs contribueront à renforcer le leadership positif et la résilience des
 étudiant(e)s à toute forme de violence.

- b) Une brève description de la façon dont le projet s'aligne avec / soutient des cadres stratégiques
 gouvernementaux et des Nations Unies²⁹, et comment il garantit l'appropriation
 nationale. Si ce projet est conçu dans un pays PRF, décrivez comment l'objectif principal fait
 progresser un objectif stratégique pertinent identifié par le processus d'éligibilité.

/H UHQIRUFPHQW Jeunes, Hommes et Femmes, dans la prévention, la gestion
 pacifique et inclusive des conflits dans les zones et milieux encore sensibles notamment en milieu
 XQLYHUVLWDLUH UHVWH O¶XQ GHV D[HV PDMHXUV rGH OD 6W
 Sociale (SNRCS 2010/2020 en cours de révision) qui guide toutes les interventions du
 gouvernement et de ses partenaires en matière de consolidation de la cohésion sociale. Le projet
 FDGUH ELHQ DYHF FHWWH VWUDWpJLHCDnsolidation de la Paix
 3\$&R3 GHV 1DWLRQV 8QLHV HQ &{WH G¶YRLUH
 Il vient compléter les interventions antérieures ou en cours du PBF en matière de prévention et
 gestion des conflits en mettant un accent particulier sur un important foyer de tension enc
 LQVXILVDPPHQW WUDLWp SRXU GLYHUVHV UDLVRQV VRFLRS
 HW G¶LQVWUXPHQW DOLVDWLRQ SROLWLTXH F RPPH GpFULW C
 Les interventions planifiées dans le cadre de ce projet permettront de contribuer à combler
 deux «déficits» a PDMHXUV HQ PDWLqUH GH FRQVRQILapport de la RQ GH OD
 compréhension commune de la violence en milieu universitaire par tous les acteurs y intervenant,
 et (ii) renforcer le leadership et la participation de la jeunesse estudiantine à la gouvernance de
 O¶XQLYHUVLWp
 (Q DVVRFLDQW O¶HQVHPEOH GHV DFWHXUV V\QGLFDWV HWV
 des universités, enseignants, personnels administratifs, étudiants) intervenant dans les milieux
 XQLYHUVLWDLUHV GDQV O¶LGHQWLILFDWLRQ FHWWH RQ LQVWUXPHQW

²⁹ Y compris les stratégies et engagements nationaux en matière de genre et de jeunesse, tels qu'un plan d'action
 national sur 1325, une politique nationale de la jeunesse, etc.

structurées, le projet contribuera à créer les conditions pour une véritable interaction entre ces acteurs, condition indispensable. Les différentes interventions dans le cadre de ce projet viendront renforcer les mécanismes déjà existants. Le projet vise à renforcer la culture de la paix et à promouvoir la participation des jeunes dans la prévention de la violence politique.

c) Une brève explication de la façon dont le projet comble les lacunes stratégiques et financières et complémente toute autre intervention pertinente, financée par le PBF ou autrement. Fournissez également un résumé des interventions existantes dans le secteur de la proposition en remplissant le tableau ci-dessous.

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Orientation du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
3 U R M H W @ x < 3 S U D W L T X - H x ^ a x analyse et renforcement du leadership des jeunes dans la prévention de la violence politique en & { W H G ¶ , Y R L (18 mois)	PBF 510 000 USD	3 U R P R W L R Q G YPS, responsabilisation des jeunes G ¶ D V V R F L D W L quartier dans la prévention de la violence, compréhension du rôle des jeunes dans les épisodes de violence électorale	Le projet YPS se focalise sur les jeunes des communes S R O L W L T X H P H Q W V et Yopougon à Abidjan, qui ne sont pas nécessairement à O ¶ X Q L Y H U V L W p 8 Q prévention de la violence à O ¶ p F K H O O H G H O H X S U R S R V L W L R Q S U p V aux jeunes des campus universitaires et aux liens entre violence universitaire et violence politique. Ces 2 projets se F R P S O q W H Q W S X L V à deux catégories de jeunes et de violence différentes, qui ont néanmoins un lien avec la violence politique au sens large.
Les jeunes comme moteurs de prévention des discours de haine et des conflits sociopolitiques et communautaires / 18 mois	PBSO / 2,500,000 USD	Renforcement des connaissances et de la résilience des jeunes pour mieux répondre aux discours inflammatoires et de K D L Q H H W I D L médiateurs de paix dans leurs communautés Renforcement du rôle G ¶ D O H U W H H V des jeunes face aux messages négatifs ou inflammatoires des	Le présent projet viendra poursuivre et renforcer les initiatives déjà en cours avec les Clubs de paix dans le cadre de la prévention des discours de haine. Il se base sur les mécanismes et outils déjà développés en milieu X Q L Y H U V L W D L U H D I bonne mobilisation et une participation plus active des étudiants des universités ciblées.

		médias formels et sociaux	
Projet de renforcement de la participation des jeunes, des femmes et des communautés à la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire, YRLUH 36 mois: 01/01/2018-31/12/2020	PBSO 3,750,000 USD	Contribution à la cohésion sociale de manière durable à l'échelle communautaire des jeunes et des femmes et de prévention et de gestion pacifique des conflits tout en mettant l'accent sur la participation des jeunes filles.	Le projet antérieur se focalise sur le caractère inclusif de la prévention et la gestion des conflits dans les milieux communautaires à travers la promotion du leadership des jeunes, notamment de la jeunesse féminine. La présente initiative vient renforcer cette participation des jeunes à la prévention et à la résolution pacifique des conflits dans un autre environnement qui est l'école pour promouvoir un leadership positif et non violent chez les étudiants.
Appui au processus démocratique et de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire / 33 mois	PBSO 1,700,000 USD	Engagement des acteurs politiques, notamment les femmes et les jeunes des partis politiques et les autres parties prenantes au processus électoral, dans le dialogue politique pour des élections apaisées Réduction des risques de violences liées au processus électoral à travers la mise en place d'un mécanisme rapide, flexible et proactif avec les organisations de jeunes et de femmes pour des élections apaisées	Ce projet a une couverture nationale avec des actions de sensibilisations ciblées au sein des universités de paix. Le présent projet viendra contribuer à renforcer les acquis des sensibilisations menées et accroître les interventions spécifiques et durables en appui aux différents mécanismes de prévention et de gestion des conflits existants et/ou à mettre en place au sein des universités ciblées.

		Amélioration de la participation des femmes dans le processus électoral et leur représentativité dans les assemblées élues sont améliorée	
<p>PRECIS :Prévention de la violence politique et renforcement de la gouvernance démocratique par la médiation collaborative et citoyenne dans trois zones à risque en & { W H G ¶ , Y R I</p> <p>24 mois</p>	<p>UE ¼</p>	<p>En 24 mois, contribuer à renforcer la gouvernance démocratique par la P L V H H Q S O D modèle collaboratif de prévention et de gestion de la violence politique et électorale qui valorise la participation, la responsabilisation et la médiation citoyennes avant, pendant et après les élections présidentielles d2020, dans trois zones à risque H Q & { W H G ¶ , Y</p>	<p>Ce projet vise à cartographier les zones où les violences politiques sont à craindre pendant la période des élections présidentielles et législatives. Le projet met en place des cadres de collaboration qui s base de la cartographie pourront mieux repérer les conflits capable de dégénérer en violence politique pour les résoudre de manière pacifique. Ce projet vise des quartiers politiquement sensibles Abidjan (Yopougon), Bouaké et Bangolo. Le projet présente également à la compréhension et la prévention des violences électorales mais dans le cadre universitaire. Les analyses pourront être comparées pour la ville de Bouaké, commune aux deux projets.</p>

II. & R Q W H Q X G X S U R M H W M X V W L I L F D W L R Q V W U D W p J L T X H
max plus annexe du cadre des résultats)

a) Une brève G H V F U L S W L R Q G H O ¶ R U L H Q W D W L R Q V W U D W p J L T X H
' p F U L Y H] O ¶ R E M H F W L I S U L P R U G L D O G X S U R M H W O D V W U

il traite les causes ou les facteurs de conflit décrits dans la section I (doit être sensible au

conflits en milieu universitaire à travers des mécanismes participatifs afin de développer chez les étudiant·es, un modèle de leadership positif qui, à terme influencera la paix sociale et la gouvernance au sein des universités.

De manière spécifique, il contribuera

- Assurer une compréhension commune de la violence en milieu universitaire, des facteurs de paix et résiliencé
- Renforcer et valoriser un leadership positif et une participation accrue de la jeunesse estudiantine (jeunes femmes et jeunes hommes) dans la gouvernance des universités à travers des formations sur la culture de la paix, le dialogue et la résolution non violente des conflits ;
- Accompagner et renforcer les initiatives citoyennes des étudiants (notamment de jeunes filles) en faveur de la cohésion sociale
- Contribuer à réduire le lien qui permet aux partis politiques de mobiliser des étudiants à des fins de violences politiques en périodes électorales.

principaux acteurs intervenants en milieu universitaire (syndicats estudiantins, syndicats avec une plus grande implication des jeunes filles dans toutes les étapes du processus de appropriation effective des acquis par les institutions étatiques de la gouvernance des universités ciblées. Les partis politiques ne seront pas visés par le projet car la mobilisation des étudiants (entre autres secteurs), constitue leur arme politique première en période électorale. Les impliquer dans un projet

De façon spécifique, le projet pilotera dans une phase initiale, diverses approches afin de mieux comprendre les dynamiques de violence et de gouvernance en milieu universitaire entre cet espace et des milieux sociopolitiques plus larges en considérant les étudiant(e)s comme de véritables acteurs non pas seulement de violence, mais surtout de cohésion et de gouvernance. Cette compréhension des dynamiques de violence se fera à travers une Recherche Action Participative (RAP) et une cartographie actualisée des parties prenantes à la violence et à la paix

série de formations sur la culture de la paix, le dialogue et la résolution non violente des conflits à raison de 100 étudiants en moyenne par université. Seront notamment visés des membres des syndicats, des étudiants et des autres organisations de jeunesse estudiantine gouvernantes des universités et mettre en œuvre des initiatives de renforcement de la culture de la paix dans leur université

cellule locale réseau local de monitoring (OSCS) du Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté (MSCSLP) sera installée au niveau de chacune de ces trois universités. Ces cellules constitueront régulièrement sur des questions portant sur la prévention et la gestion des conflits.

Afin de contribuer à rendre la gouvernance universitaire plus inclusive et donner plus de visibilité au projet facilitera, en étroite collaboration avec les étudiants et les autres parties prenantes à la gouvernance universitaire. Des cliniques juridiques seront mises en place pour accompagner les étudiants et les autres parties prenantes à la gouvernance universitaire.

En outre, le projet veillera à impliquer les jeunes filles dans les activités ciblées afin de faire entendre leurs voix et impulser une dynamique intégrée de gestion des campus universitaires.

- b) Fournissez une « théorie du changement » au niveau du projet expliquez les hypothèses sur les raisons pour lesquelles vous vous attendez à ce que les interventions du projet aboutissent à vos résultats prévus.

Approche programmatique	Premières hypothèses	Indicateurs de résultats
Étudier les mécanismes de mobilisation des syndicats étudiants par et pour les partis politiques en période de crise électorale pour identifier les points où casser le pont de mobilisation.	Hypothèse centrale : le manque de compréhension de ce phénomène empêche de prendre les mesures adéquates pour éviter que les étudiants ne soient impliqués dans des conflits politiques	Problème de compréhension et manque de dialogue entre les étudiants et les partis politiques
	Preuve : Le manque de documentation existante concernant ce phénomène bien connu mais peu analysé	
Rendre la gouvernance des universités plus inclusive permettra de mieux prendre en compte les besoins et revendications des étudiants qui ne les expriment plus par de la violence mais à travers des cadres de dialogue.	Hypothèses centrales : Les jeunes expriment leurs frustrations vis-à-vis des conflits verticaux par la violence dans le cadre de dialogue et la violence est une ressource valorisée.	Problème de la violence: La violence est le seul moyen de dialogue des étudiants et elle est menue valorisée Problème de cadre de dialogue: les

<p>Cette culture de dialogue coupera le pont qui permet aux syndicats (et aux partis politiques) de mobiliser les jeunes Cette culture de dialogue formera la future élite du pays.</p>	<p>Preuve:</p> <p>Rapports indigo sur les jeunes et la violence.</p> <p>Démontrer que si les jeunes sont inclus dans des cadres de gouvernance, ils n'expriment plus leurs revendications par la violence.</p>	<p>de faire entendre leurs revendications par les instances de directions et de trouver des solutions à leurs problèmes.</p> <p>moyens pour répondre aux revendications des étudiants.</p>
<p>Promouvoir un leadership alternatif à la violence permettra de diminuer la violence des syndicats, couper le lien de mobilisation avec les partis politiques et former une future élite qui saura régler les conflits sans violence</p>	<p>Hypothèse centrale: / HV OHDGHUV V SDV GDXWUHV leadership que la violence. Les leaders syndicaux sont prêts à abandonner violence.</p> <p>Preuve:</p> <p>Nouveau secrétaire général de la FESCI ayant un programme de pacification de son syndicat</p>	<p>leadership positif qui inspire les leaders syndicaux et leaders politiques de demain</p>

Dans le contexte socio-politique de discours de haines, des affrontements intercommunautaires impliquant de nombreux jeunes (hommes et femmes) dont des étudiants, et une rupture du dialogue politique entre les principaux acteurs

Si la diversité et la complexité des conflits impliquant le milieu universitaire et son environnement socio-politique sont mieux comprises par les autorités universitaires, les étudiants et les acteurs institutionnels impliqués dans la gouvernance, la sécurité et la cohésion sociale au sein des universités, et que cette compréhension oriente leurs décisions

Si en plus, la participation inclusive des étudiant(e)s, et notamment des organisations syndicales, dans la gouvernance des universités est valorisée à travers des cadres formels et permanents de dialogues avec toutes les parties prenantes reconnaissent le leadership de ces jeunes (hommes et femmes) comme une force de cohésion et de gouvernance pacifique

et si le leadership alternatif est promu au sein des universités ciblées

Alors, les conflits seront mieux prévenus et gérés plus pacifiquement dans les campus, et le risque que ces conflits soient instrumentalisés dans une lutte sociopolitique plus large sera réduit, impactant ainsi positivement la cohésion sociale et la résilience.

(Remarque : le changement peut se produire par le biais d'approches diverses et diverses, c'est-à-dire que la cohésion sociale peut être favorisée par le dialogue, les possibilités d'emploi ou la gestion conjointe des infrastructures. Le choix de l'approche qui doit dépendre de facteurs spécifiques au contexte. Quelles hypothèses de base sur la manière dont le changement se produira ont motivé votre choix d'approche de programmation ?).

- c) Fournir une description narrative des principales composantes du projet (résultats et produits), en veillant à accorder suffisamment d'attention au genre, à l'âge et aux autres différences clés qui devraient influencer l'approche du projet. En décrivant les éléments du projet, assurez-vous d'indiquer les considérations importantes liées à la séquence des activités.

Les produits complémentaires visant les trois résultats majeurs sont :

Résultat 1: La prévention et la gestion pacifique et inclusive des conflits en milieu universitaire est améliorée à travers une compréhension commune de la violence et des facteurs de paix et de résilience (400 000 USD dont 150 000 USD GEWE)

Les principaux produits attendus sous ce premier résultat portent sur la recherche action participative (RAP) dans les trois universités ciblées par le projet afin de mieux comprendre les différents facteurs de violence universitaire différemment. Parallèle à la RAP, le projet établira une cartographie des parties prenantes à la violence universitaire et à son débordement hors du campus en période électorale et des femmes, des étudiants et des enseignants. Elle nous permettra également de mieux cibler un enquête en ligne sur les différents structures en charges des services sociaux des étudiants, les services en charge des concours et autorités de représentation en général et en particulier les groupes reconnus comme violents.

Produit 1.1 / Cartographie des parties prenantes à la violence et à la paix sont disponibles

Les principales activités prévues sous ce produit sont :

A.1.1.1 Conduire une RAP sur la violence en milieu étudiant (Cartographie, Consultation, Analyse, Restitution);

A été réalisé :

- Les consultations des parties prenantes
- La restitution des résultats des consultations

- La validation des résultats des consultations par les parties prenantes
- La cartographie des acteurs

Reste à réaliser :

- Finalisation de la rédaction du rapport sur la RAP
- Organisation de l'atelier de validation du rapport
- Diffusion du rapport

A.1.1.2 Réaliser deux enquêtes en ligne sur la structuration des acteurs, la représentation et le rapport des filles étudiantes aux violences.

A été réalisé :

- Les TDR ont été élaborés
- La contractualisation avec le prestataire est achevée
- La méthodologie et le chronogramme actualisés ont été approuvés
- Les outils de collecte ont été approuvés
- Le lien de collecte des données a été généré et diffusé

Reste à réaliser :

- Poursuivre la collecte de données jusqu'à la mi-juillet
- Traiter et analyser les données collectées
- Rédiger et partager le draft des résultats de l'enquête
- Organiser l'atelier de validation de l'enquête

Produit 1.2 / ¶ R S p U D W L R Q Q D O L V D W L R Q G H V U H F R P P D Q G D W L R Q V

Les principales activités prévues sur ce produit sont

A.1.2.1 2 U J D Q L V H U G H V U p X Q L R Q V G ¶ H Q J D J H P H Q W G H V S D U W L H universités, à la sécurité et à la cohésion sociale sur les résultats de la RAP

A été réalisé :

- Les réunions d'engagement ont été tenues avec toutes les parties prenantes

Reste à réaliser :

- RAS

A.1.2.2 \$ S S X \ H U O ¶ p O D E R U D W L R Q G ¶ X Q S O D Q G ¶ D F W L R Q V F R R U et à la paix pour chacune des trois universités ciblées

A été réalisé :

- Les plans d'action pour chaque université

Reste à réaliser :

- RAS

A.1.2.3 \$ S S X \ H U O D P L V H H Q ° X Y U H G ¶ D F W L Y L W p V S U L R U L W D L U H

A été réalisé :

- Les plans d'actions ont été rédigés

Reste à réaliser :

- Identification des actions prioritaires des différents plans d'action
- L'appui aux actions prioritaires

A.1.2.4 \$ F F R P S D J Q H U O D Y X O J D U L V D W L R Q G H V D S S U R F K H V L Q Q différents plans entre les universités.

Reste à réaliser :

- L'appui aux actions prioritaires par la vulgarisation des approches innovantes

A été réalisé :

- 03 CAPU ont été installées, formées et dotées en matériels
- Les CAPU sont fonctionnelles

Reste à réaliser :

- La rédaction des premiers bulletins de suivi de la violence en milieu universitaire

Produit 2.2 : Les étudiant(e)s disposent de mécanismes qui les protègent et valorisent leur participation à la gouvernance universitaire

\$ (WDEOLU HW DQLPHU GHV FDGUHV G JHVS JHV VLRQ HW O

A été réalisé :

- Les cadres d'expression et de dialogue estudiantins auto-gérés ont été initiés

Reste à réaliser :

- RAS

A.2.2.2 Institutionnaliser des cadres formels de dialogue/médiation inclusifs et permanents entre les étudiants et les autres parties prenantes à la gouvernance universitaire

A été réalisé :

- Les cadres d'expression et de dialogue entre les étudiants ont été initiés par le biais de plus d'une vingtaine d'émission radios et d'échanges par les groupes d'écoutes radiophonique sur les thématiques de la gestion pacifique des conflits et de la lutte contre les VBG

Reste à réaliser :

- Les cadres d'expression et de dialogue/médiation inclusifs et permanents entre les étudiants et les autres parties prenantes à la gouvernance universitaire
- La périodicité des cadres de dialogues entre les parties prenantes

A.2.2.3 Animer des cliniques juridiques mobiles/virtuelles avec vue de contribuer à orienter les étudiants victimes de violences vers les mécanismes formels de saisines

A été réalisé :

- Les animateurs et animatrices des cliniques juridiques mobiles et virtuelles universitaires ont été formés

Reste à réaliser :

- L'installation et le fonctionnement des cliniques juridiques mobiles universitaires

A.2.2.4 & U p H U HW VRXWHQLU XQH SODWHIRUPH GH FROODERUDV parties prenantes aux crises universitaires.

A été réalisé :

- RAS

Reste à réaliser :

- Créer et soutenir une plateforme de collaboration entre l'université et les acteurs externes

Résultat 3: Un OHDGHUVKLS SRVLWLI j WU D'Un H B paix Ce Il la Co des ion H P H Q W F sociale est promu et développé dans le milieu étudiant (500 000 000 USD GEWE)

Les principaux produits attendus sous ce troisième résultat portent sur le renforcement des initiatives citoyennes de promotion de la cohésion sociale des étudiants à travers des formations spécifiques en leadership, médiation, genre et droits humains, à la prise de parole en public, à la communication/mobilisation etc. Les étudiants ont été formés à travers des ateliers de formation et de sensibilisation. Les étudiants ont été formés à travers des ateliers de formation et de sensibilisation. Les étudiants ont été formés à travers des ateliers de formation et de sensibilisation.

De plus, pour valoriser le leadership et préparer les futurs leaders politiques à convaincre par les arguments et non par la violence, ils seront invités à défendre leurs idées et programmes.

Les étudiants seront également invités à contribuer à la culture de la non-violence à travers la vulgarisation des messages de paix sur les réseaux sociaux dans le cadre de campagnes de « Messages de Front » et adaptés à chaque plateforme sociale.

Produit 3.1: Des initiatives citoyennes étudiant(e)s (notamment de jeunes filles) agissant en faveur de la cohésion sociale sont renforcées.

A.3.1.1 Former 300 étudiant (e)s (dont 40% de filles) en leadership, médiation, négociation, en genre et droits humains, à la prise de parole en public, à la communication/mobilisation etc. ;

A été réalisé :

- 600 étudiant (e)s (dont 40% de filles) ont été formés en leadership, médiation, négociation, en genre et droits humains, à la prise de parole en public, à la communication/mobilisation à travers les 3 universités cibles du projet

Reste à réaliser :

- RAS

\$ \$ SSX\HU OD PLVH HQ °XYUH G LQLWLDWLYHV FLWR\HQQH HW GH FRKpVLRQ VR sociale) sélectionnées des étudiants (e)s ;

Reste à réaliser :

- Appuyer la mise en œuvre d'initiatives citoyennes étudiantes

A.3.1.3 Organiser des débats contradictoires et inclusifs entre les leaders étudiants et les auditeurs en ligne sur 12 radios locales des communes du Grand Abidjan et de Bouaké sur des thématiques en lien avec le leadership des jeunes étudiants et leurs rôles dans la consolidation de la paix.

A été réalisé :

- Des débats contradictoires et inclusifs entre les leaders étudiants et les auditeurs en ligne sur 12 radios locales des communes du Grand Abidjan et de Bouaké sur les thématiques en lien avec le leadership des jeunes étudiants et leurs rôles dans la consolidation de la paix ont été initiés et réalisés

Reste à réaliser :

- RAS

Produit 3.2 / HVSU LVLWLDWLYHV FLWR\HQQH HW GH FRKpVLRQ VR

A.3.2.1 2 UJDQLVHU GHV pYqQHHPHQWV GRUDWLRQ DX FRXUV GH initiatives citoyennes (1 par université)

A été réalisé :

- Les activités préparatoires des concours d'oration ont été initiées (TDR de l'activité, budgétisation, méthodologie de conduite, appel à candidature des équipes à compétir)

Reste à réaliser :

- Achever les enregistrements des candidatures
- Sélectionner les participants sur la base de critères prédéfinis
- Lancer les concours via plusieurs canaux de communications
- Organiser la tenue du concours (passage, délibération et désignation des lauréats)

A.3.2.2 Réaliser des capsules vidéo en vue de documenter et promouvoir un leadership alternatif à celui fondé sur la violence

Reste à réaliser :

- Des capsules vidéo en vue de documenter et promouvoir un leadership alternatif

A.3.2.3 2 UJDQLVHU WURLV FDPDJQHV μμIODPPH GH OD SDL[HW invitant les étudiants à les poster sur leurs pages personnelles sur Facebook, Twitter et Instagram

A été réalisé :

- Les activités préparatoires des campagnes "flamme de la paix et de l'espoir" (avec des messages courts invitant les étudiants à les poster sur leurs pages personnelles sur Facebook, Twitter et Instagram) ont été initiées

Reste à réaliser :

- Poster les messages sur le compte facebook
- Achever l'organisation des campagnes
- Sélectionner les participants sur la base de critères prédéfinis
- Lancer les concours via plusieurs canaux de communications
- Organiser la tenue des campagnes (passage, délibération et désignation des lauréats du plus beau/pertinent message)

A.3.2.4 Organiser une revue du projet pour présenter les acquis du projet, garantir leur pérennité et en assurer le portage politique

A été réalisé :

- Un répertoire des acteurs est disponible (réalisé par la RAP)
- La consignation des activités et acquis du projet a été entamée

Reste à réaliser :

- Achever La consignation des activités et acquis du projet
- Organiser une réunion des parties prenantes pour la revue du projet (présentation des acquis du projet, garantir la pérennité et en assurer le portage politique)

Utilisez l'annexe C pour lister tous les résultats, produits et indicateurs.

- d) Ciblage du projet – fournir une justification pour les zones géographiques, les critères de sélection des bénéficiaires, le nombre attendu et le type de parties prenantes / bénéficiaires (doit être ventilé par sexe et âge). Indiquez si les parties prenantes ont été consultées lors

de la conception de cette proposition. Ne répétez pas tous les extraits et activités du cadre de résultats.

/H SURMHW VHUD LPSOPPHQWp G¶XQ F{Wp GDQV OH 'LVWU Houphouët%RLJQ\ GH &RFRG\ HW GH O¶8QLYHUVLWp1HVOJXH \$¶D GDQV OD UpJLRQ GH *EqNq DX FHQWUH GX SD\ V DX VHLQ GH &HV WURLV XQLYHUVLVWpV VRQW OHV SOXV DQFLHQQHV HW étudiants et les plus influentes XYHUWH HQ O¶8QLYHUVLWp de Bouaké pour OL[+RX TXHOTXH pWXGLDQWV FRQWUH -Adjame Et 30000 pour KRPROR O¶8QLYHUVLVWp \$ODVVDQH 2XDWWDUD GH %RXDNp

/H SURMHW YD SULRULWDLUHPHQW de Trois Universités de Côte d'Ivoire, les autres parties prenantes à la gouvernance universitaire, tels que le corps professoral, le SHUVRQQHO DGPLQLVWUDWLI OH &528 OHV GLUHFWHXUV G¶doyens, les syndicats étudiants et étudiants, les jeunes des partis politiques, les organisations de jeunesse.

Ce sont au moins 10% des effectifs étudiants par université, dont 30% de jeunes filles, pour les activités de dialogue qui sont visés. Ensuite, les principaux syndicats et associations culturelles de filles notamment seront ciblés. Enfin, 300 étudiants volontaires dont 40% de jeunes filles seront concernés pour la capacitation en leadership. Tous les participants aux activités seront répertoriés et les données seront ventilées par sexe.

7RXV FHV DFWHXUV RQW pWp FRQVXOWpV GHSXLV OD FRQFH rédaction finale de la proposition de projet.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) Organisations bénéficiaires et SDUWHQDLUHV GH inPlovez les Agences YUH EpQpILFLDLUHV GLUHFWHV HW OHXUV SDUWHQDLUHV GH FODULILHU TXL HVW O¶DJHQFH FKHH GH ILOH HW H[S expertise, connaissance terrain local, et capacités existantes. Veuillez remplir le tableau ci-bas pour chaque organisation bénéficiaire du projet.

Le projet est une initiative conjointe du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et Interpeace. Les structures SXEOLTXHV HW 0LQLVWqUHV VHFWRULHOV LPSOLTXPV GDQV O¶(QVHLJQHPHQW 6XSpULHXU OH 0LQLVWqUH GH OD 6ROLGD OD 3DXYUHWp OH 0LQLVWqUH GH OD 3URPRWLRQ GH OD -HX GH OD 6ROLGDULWp HW GH OD &RKpVLRQ 6RFLDOH 26&6 OH &1-&, OH &RQVHLO 1DWLRQDHO&GWH 'UR, YV) Mekele Université de Cocody, Abobo-Adjamé et Bouaké

/HV SDUWHQDLUHV GH PLVH HQ °XYUH GX SURMHW VRQW QR VXLYDQWHV ,QGLJR &{WH G¶YRLUH O¶\$¶YRFLDWHV \$¶Q&GHV Organisations de jeunes étudiantes, les associations de jeunesse religieuse des universités ciblées, les clubs genre et clubs de paix des universités.

Modalités du partenariat avec les organisations locales

Chaque agence partenaire travaille déjà avec des organisations locales qui ont été recrutées et avoir été microévaluées selon les procédures des Nations Unies. Ils percevront dans la proportion de 40 à 50% des fonds alloués à chaque agence. Leurs sociétés chargées définiront les cadres de leurs interventions par une convention de partenariat qui sera signée avec chacune de ces organisations. Des plans de travail bilatéraux seront élaborés et orienteront la réalisation des activités. Les décaissements de fonds se feront par tranche en fonction des niveaux de réalisation des activités.

HW GH OD WUDQVPLVLRQ GHV UDSSRUWV G¶DFW

Dans le cadre de cette initiative, le processus non compétitif de sélection des agences sera basé sur l'analyse des propositions de travail. Les agences sélectionnées seront chargées de l'approvisionnement du projet.

Les agences sélectionnées devront soumettre une demande mensuelle, conformément aux chronogrammes et rapports mensuellement transmis.

Rôle et Responsabilités de l'UNICEF

Selon le mode de gestion retenue, la gestion financière des ressources allouées est une approche de gestion globale qui a la responsabilité de la gestion des fonds alloués. Sous la supervision générale du Bureau du Coordonnateur National, l'UNICEF est chargé de la gestion des fonds alloués. Sous la supervision générale du Bureau du Coordonnateur National, l'UNICEF est chargé de la gestion des fonds alloués. Sous la supervision générale du Bureau du Coordonnateur National, l'UNICEF est chargé de la gestion des fonds alloués.

La gestion au quotidien du projet conjoint sera assurée par un Coordonnateur National qui travaillera en collaboration avec les points focaux du projet qui seront désignés par chaque agence/section participante et les structures techniques ministérielles impliquées dans ce projet.

Rôle et Responsabilités des agences récipiendaires des fonds

Chaque agence récipiendaire des fonds assurera la gestion financière des ressources allouées et la coordination technique des activités concourant à la réalisation du projet. Les agences récipiendaires des fonds devront soumettre une demande mensuelle, conformément aux chronogrammes et rapports mensuellement transmis.

Rôle et Responsabilités des autres agences participantes au programme

Les agences participantes à la réalisation du projet apportent leurs appuis techniques aux agences récipiendaires des fonds. Les agences participantes à la réalisation du projet apportent leurs appuis techniques aux agences récipiendaires des fonds.

& D S D F L W p G H V H Q W L W p V G H O ¶ 2 1 8 E p Q p I L F L D L U H V H W S D U W

UNFPA

/ ¶ 8 1) 3 \$ D X Q H U H S U p V H Q W D W L R Q Q D W L R Q D O H D u x h u f X Q V L q J
D S S X L H Q W O H V S D U W H Q D L U H V Q D W L R Q D X [S R X U O D P L V H H Q
Centre 1 R U G % R X D N p L L 2 X H V W * X L J O R L L L (V W % R Q G R X
étroitement dans la continuité des précédentes Unités H Q W L R Q V G H O ¶ 8 1) 3 \$ G D Q V C
consolidation de la paix et la promotion de la cohésion sociale. A cet effet, renforcement des
V W U X F W X U H V G ¶ D L G H j O D S D L [W H O V T X H O ¶ 2 6 & 6 H W O H U H
conduire G H V J U R X S H V G H G L D O R J X H V V H U Y L U R Q W G h n S R L Q W C
O ¶ R F F X U U H Q F H , G H V Q M O X Q J H V X Y L U O Q D V F H G H V X Q L Y H U V L W p V
participation dans la consolidation des acquis de la paix en général.

/ ¶ 8 ¶ P A a une grande expérience dans la coordination des programmes et projets de
F R Q V R O L G D W L R Q G H O D S D L [T X L D p W r e P e s H o s p i t a l s D u P l a y p H S D U
prioritaire de consolidation de la paix phase 1 (2014) UNFPA a également été désigné
S R X U D V V X U H U O D F R R U G L Q D W L R Q H Q S R X p u i O u D P L V H H Q
initiatives communautaires des femmes en faveur de la réconciliation et de la paix en Côte d'Ivoire
», la coordination (2015-2017) pour la P L V H H Q ° X Y U H G X S a p p r i u l u P r e v e n t i o n 3 %)
et à la gestion pacifique des conflits en Côte-d'Ivoire ». / ¶ \$ J H Q F H G L V S R V H D X V V L G ¶ X
partenaires techniques gouvernementaux et non gouvernementaux y compris dans la société civile
et au sein des communautés S D Q V X Q H S H U V S . H (F W R X W U G ¶ L G R O W D Q R W T X H C
porte le mandat de la jeunesse, UNFPA est en étroite collaboration avec les organisations de
jeunesse avec qui des partenariats sont développés pour accroître le rôle de réalisation et de
cohésion. A ce titre, UNFPA contribue à positionner les jeunes de plus en plus comme acteurs de
S D L [H Q P L O L H X F R P P X Q D X W D L U H j W U D Y H U V O H S U R M H W 3 5 H
femmes et des communautés à F R Q V R O L G D W L R Q G H O D S D L [H Q & { W H G ¶ , Y
filles très réticentes à travers les espaces amis des femmes pour la paix et la cohésion sociale

UNDP

/ H V R E M H F W L I V Y L V p V G D Q V O H F D G U H G H F H S U R M H W V ¶ L
S U p F p G H Q W H V L Q W H U Y H Q W L R Q V G X 3 1 8 ' G D Q V O H S U R F H V V X
j W U D Y H U V O ¶ D S S X L D X U p W D E O l i o n s o c i a l e d a n s l e s z o n e s d r e n t e s X U L W p
vulnérables du fait de la crise postélectorale. La contribution du PNUD dans le processus global de
la consolidation de la Paix et de la gouvernance démocratique après la crise postélectorale de 2011
V ¶ H V W W U D G L e a d e r s h i p S d a n s l a / m o b i l i s a t i o n d e s p a r t e n a i r e s t a n t n a t i o n a u x
T X ¶ L Q W H U Q D W L R Q D X [H W G D Q V O D P L V H H Q ° X Y U H G ¶ X Q H Q V
G H O ¶ D F F R P S D J Q H P H Q W G H V G L I I p U H Q W V S U R F H V E n X V G H J H
effet, le PNUD a été pleinement engagé dans le processus de cohésion sociale et de réconciliation
Q D W L R Q D O H H Q D F F R P S D J Q D Q W O H J R X Y H U Q H P H Q W G D Q V
réconciliation et de cohésion sociale et celle de son plan d' action communautaire. Le PNUD
a été également pleinement engagé dans la tenue des précédentes élections qui se sont déroulées
sans violences.

Interpeace

, QWHUSHDFH HW VRQ SDUWHQDLUH ORFDO , QGLJR & {WH G¶, Y GH OD SDL[HQ FRPELQDQW O¶DSSURFKH HW O H[SpULHQFH I O¶DQFUDJH ORFDO DLQVL TXH OD OpJLWLPLWp G¶, QGLJR & , composée de chercheurs en sciences sociales, espHargH OD PLVH HQ °XYUH GHV D terrain avec une équipe projet constituée de 6 chercheurs, 3 stagiaires et 1 chargé audio , QWHUSHDFH DFFRPSDJQH O¶pTXLSH G¶, QGLJR DYHF OHV DV chronogramme, des indicateurs, écriture des rapports, liaison avec les partenaires, appui au portage SROLWLTXH , QGLJR & , HW , QWHUSHDFH WUDYDLOOHQW HQ O¶DGDSWDWLRQ GX SURMHW DX[EHVRest Associé par Interpeace XQLWp aux discussions stratégiques avec UNFPA et UNDP. Indigo CI et Interpeace sont liés par un Mémoire d'Entente. 63,75% des fonds du projet alloués à Interpeace sont destinés à Indigo CI.

Organisation bénéficiaire	Budget total dans O¶DQQ précédente	Sources principales du budget (donateurs etc.)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
Organisation de convocation : UNFPA Partenaires d'exécution : MSCSLP MFFE (Comité National de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants) Ministère de O¶(GXFD Nationale Ministère de la Santé et de O¶K\JLq publique OSCS CNJCI AFJCI	13 485 714,00 USD	PBF Banque Mondiale Affaires mondiales Canada KOICA (Corée) UBRAF	Abidjan: le siège 3 Bureaux décentralisés : -Bouaké -Bondoukou -Guiglo	60	Un chargé de programme Jeunes adolescents Une chargée de programmes genre culture et droits humains une chargée de projet de lutte contre les VBG Un assistant technique des projet PBF Deux VNU assistants projets

Organisation bénéficiaire : PNUD	11,500,000.00 USD	PBF, Japon, Allemagne, UNAction, JICA, UE	Abidjan et un bureau de terrain à Guiglo	82	4: Un Spécialiste Gouvernance, Un Programme Manager, Un Expert National en Cohésion Sociale, Un spécialiste en mobilisation communautaire
Partenaires d'exécution : MSCSLP; OSCS; CNDH-CI; Clubs de Paix et Clubs Genre					
Organisation bénéficiaire : Interpeace	USD 18 000 000 pour toute l'opération; USD 610 000 pour le programme Côte d'Ivoire	UNPBF UE UNICEF, JICA, Suisse, Pays Bas, Suède - Ci-dessus et USAID	Abidjan - Abidjan et Guiglo	8 à Abidjan - Au moins 25 dont 10 à Abidjan	Expertise GRC, QWHUSH Consolidation de la paix, Track 6 (JHVLWRQG politique), Recherche Action Participative, Gestion de projet - ([SHUWLVBH Cohésion sociale, dialogue et action collective, production audiovisuelle, analyse de conflit, jeunes à risques
Partenaires d'exécution : Indigo Côte d'Ivoire, YRLU					

b) Gestion et coordination du projet ±, QGLTXH] O pTXLSH GH PLVH HQ °X compris les postes et les rôles et expliquez quels postes doivent être financés par le projet j TXHO SRXUFHQWDJH , QGLTXH] H[SOLFLWHPHQW FRPP garantira une expertise suffisante en matière de genre ou de jeunesse. Expliquer les modalités de coordination et de supervision du projet et assurer le lien avec le Secrétariat GX 3%) V LO H[LVWH 5HPSOLVVH] OD OLVWH GH FRQWU{ projet à l'annexe A et joignez les mandats clés du personnel.

\$ILQ G DVVXUHU OD FRRUGLQDWLRQ HQWUH OHV FRQWULEXWV géré selon les mêmes mécanismes de coordination, à savoir le Comité Conjoint de Pilotage du PBF/PACoP. Cela suppose un plan de travail commun, des rapports d'étape conjoints et un cadre commun de suivi et évaluation. Le Coordonnateur du projet DVVXUHU OD FRRUGLQDWLRQ O p ODERUDJWV OD DERUDJWV UDSSRUWV SpULRGLTXHV UHODWLIV DX[UpVXOWDWV , O HQF

FRQVWLWXpH GH &RQVXOWDQWV G¶([SHUW 1DWLRQDO G¶\$V
 DX SURMHW FRQMRLOV Les Résultats ERXUDQW j O¶DWWHL

Le Comité de Coordination du Projet (CCP)

Le Comité de coordination du Projet (CCP), présidé par la Ministre de la Solidarité, de la
 &RKpVLRQ 6RFLDOH HW GH OD /XWWH FRQWUH OD SDXYUHW p
 la responsabilité générale de la coordination technique du projet et rendra régulièrement compte au
 &RPLWp 7HFKQLTXH G¶([SHUWV HW DX &RPLWp GH 3LORWDJH
 suivi et évaluation et les Experts et Points focaux des agences Système des Nations Unies pour
 OH 'pYHORSSHPHQW G¶ ,QWHUHQVDFH HW OHV DXWUHV SDUWH
 structures étatiques) participants au projet. Le fonctionnement du CCP sera régi par des termes de
 référence validés par le PHPEUHV /H &&3 VHUD FKDUJp G¶DGRSWHU HW
 GX SURJUDPPH HW G¶DSSURXYHU OHV SURSRVLWLRQV WHFKG

/¶(TXLSH 3URMHW (3

/D PLVH HQ °XYUH TXRWLGLHQ Office Centrale de l'Information des Femmes SURMHW
 G¶XQ &RRUGRQQDWHXU QDWLRQDO G¶XQ ([SHUW 1DWLRQDO
 &RQVXOWDQWV G¶\$VVLVWDQWH HW G¶XQ &KDXIHXU TXL LQV
 &&3 &HWWH pHTXLSHV DV PDVVXHQ °XYUH GHV UHFRPPDQGDWL
 rédaction des rapports au PBF.

- c) Gestion des risques±Identifier les risques spécifiques au projet et la manière dont ils seront gérés, y compris l'approche de mise à jour des risques et d'ajustement du projet. Inclure une approche Ne Pas Nuire et une stratégie d'atténuation des risques.

Risque spécifique au projet	Niveau de risque (faible, moyen, élevé)	Impact du risque	Stratégie d'atténuation (y compris les considérations Ne Pas Nuire)
Survenance de troubles pendant les échéances électorales de 2020 et de 2021	Moyenne	Elevée	<p>Soutenir des campagnes de sensibilisation pour des élections non violentes /UNFPA/PNUD/Interpeace dans le cadre des autres projets en cours</p> <p>Former et sensibiliser les Leaders étudiants de universités ciblées UNFPA/PNUD/Interpeace</p>

Restriction des mouvements et renforcement de mesures barrières liées à la COVID-19	Moyenne	Elevée	<p>Interpeace veilleront privilégier les partenariats à niveau local pour les activités à forte mobilisation au sein des universités ciblées.</p> <p>Les sessions de formation seront ajustées pour tenir compte des mesures barrières édictées par le gouvernement.</p>
Refus des syndicats, leaders, étudiants, des équipes administratives/enseignantes ciblés de participer	Faible	Elevée	<p>permanente avec chacun des acteurs afin de lever les éventuelles inquiétudes qui pourraient survenir dans la</p>
Accès impossible aux campus et aux groupes cibles en raison des violences électorales et des violences sur les campus	Faible	Moyenne	<p>Le projet ajustera son replanification des activités</p>
Fermeture des campus et cités universitaires en raison de violences	Faible	Elevée	<p>Les activités continueront à être exécutées à distance à travers les canaux de communication modernes.</p>

- d) Suivre / évaluer ± Décrivez l'approche de S&E du projet, y compris l'expertise en S&E de l'équipe de projet et les principaux moyens et calendrier de collecte des données. Inclure : une ventilation du budget pour les activités de suivi et d'évaluation, y compris la collecte de données de base et de fin de ligne et une évaluation indépendante, et un calendrier approximatif de S&E. Les bénéficiaires de fonds sont tenus de réserver au moins 7% du budget du projet pour les activités de S&E, y compris des fonds suffisants pour une évaluation indépendante de qualité.

exécution des activités à travers le suivi sont obtenus de façon satisfaisante.

le format en vigueur auprès du Fonds de Consolidation de la Paix, pour approbation par le Comité

Résultat 1: La prévention et la gestion pacifique et inclusive des conflits en milieu universitaire est améliorée à travers une compréhension commune de la violence des facteurs de paix et de résilience	400 000 USD	/ D F R Q G X L W H G H O D 5 \$ 3 H des recommandations issues de cette recherche Q p F H V m p W a h s G y e s pour avoir des résultats de qualité.
Résultat 2 / ¶ H Q J D J de la jeunesse estudiantine (jeunes femmes et jeunes hommes) dans la gouvernance universitaire es renforcé et valorisé	600 000 USD	Outiller les étudiant-e-s pour une contribution positive et substantielle à la gouvernance de O ¶ X Q L Y H U V L W p
Résultat 3 Un leadership positif à travers O ¶ H Q J D J H P I citoyen pour la paix et la cohésion sociale est promu e développé dans l milieu étudiant	500 000 USD	Mieux accompagner les initiatives innovantes renforcement de la culture de la paix et de la cohésion sociale
Budget Total du projet (USD)	1,500,000	

Veillez noter que dans presque tous les cas, le Fonds pour la consolidation de la paix transfère OHV IR QGV GHV SURMHWV HQ XQH V p ULH GH WUDQFKHV EDV p du PBF consiste à transférer les fonds du projet en deux tranches pour les bénéficiaires des Nations Unies et en trois tranches pour les bénéficiaires ONU, en débloquant les deuxième et troisième tranches dès que les critères de performance ont été atteints. Tous les projets comprennent les deux critères de performance standards suivants : 1) au moins 75% des fonds de la première tranche ont été engagés et 2) toutes les obligations de rapport de projet ont été respectées. En plus de ces indices de référence standard et en fonction de la cote de risque ou d'autres facteurs spécifiques au contexte, des repères supplémentaires peuvent être indiqués pour le déblocage des deuxième et troisième tranches.

Veillez préciser ci-dessous tous les facteurs spécifiques au contexte qui peuvent être pertinents pour le déblocage des deuxièmes et troisièmes tranches. Celles-ci peuvent inclure le bon déroulement des élections, l'adoption de lois clés, la mise en place d'unités ou de bureaux de contrepartie clés ou d'autres indicateurs de performance nécessaires avant que la mise en œuvre du projet puisse avancer. Dans votre réponse, veuillez indiquer comment les tranches basées sur la performance affectent les considérations de séquençement des projets.

Remplissez deux tableaux dans l'annexe D du budget Excel.

Dans le premier tableau, fournissez une justification claire pour chaque allocation GEWE (par exemple, la formation continue, la session sur l'égalité des sexes, des efforts spécifiques seront déployés pour assurer une représentation égale des femmes, etc.).

\$QQH[H \$ /LVWH GH FRQWU{OH GH O pWDWpQH SU pSDUDWLRQ

Question	Oui	Non	Commentaire
----------	-----	-----	-------------

Planification			
1. Tous les partenaires d'exécution ont-ils été identifiés ? Sinon, quelles sont les étapes restantes et le calendrier proposé	X		
2. Les mandats du personnel clé du projet ont-ils été finalisés et prêts à être publiés ? Veuillez joindre à la Soumission	X		
3. Les sites du projet ont-ils été identifiés ? Sinon, quel sera le processus et le calendrier	X		Conceptuelle
4. Les communautés locales et les bureaux gouvernementaux ont-ils été consultés / sensibilisés sur l'existence du projet ? Veuillez indiquer quand cela a été fait ou quand cela sera fait	X		Au moment de la conception de la note conceptuelle (Avril 2020) et au moment de la validation des activités (Printemps 2020)
5. Une analyse / identification préliminaire des leçons apprises des activités existantes a-t-elle été effectuée? Sinon, quelle analyse reste à faire pour SHUPHWWUH OD PLVH HQ °XYUH HQ	X		
6. Les critères des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Sinon, quels seront le processus et le calendrier.	X		
7. Des accords ont-ils été conclus avec les homologues gouvernementaux concernés concernant les sites de mise en œuvre HQ °XYUH GX SURMHW OHV DSSURF	X		
8. Des dispositions claires ont-elles été prises sur l'approche de mise en œuvre HQ °XYUH GX SURMHW HQWUH C	X		
9. Quelles autres activités préparatoires doivent être entreprises DYDQW TXH OD PLVH HQ °XYUH HII commencer et combien de temps cela prendra-t-elle		N/A	
Genre			
10. L'expertise de l'ONU en matière de genre a-t-elle influencé la conception du projet (par exemple, un conseiller / expert / point focal en matière de genre ou un collègue d'ONU Femmes a-t-il apporté sa contribution) ?	X		
11. Des consultations avec des femmes et / ou des organisations de jeunesse ont-elles éclairé la conception du projet?	X		
12. Les indicateurs et cibles du cadre de résultats sont-ils ventilés par sexe et par âge ?	X		
13. L'annexe budgétaire comprend-elle des allocations vers GEWE pour toutes les activités et des justifications claires des allocations GEWE ?	X		

Annexe B. Liste de contrôle de l'optimisation des ressources du projet PBF (« Value for Money »)

Question	Oui	Non	Commentaire
----------	-----	-----	-------------

1. Le projet at-il une justification narrative du budget, qui fournit des informations supplémentaires spécifiques au projet sur tout choix budgétaire majeur ou des coûts de personnel, de fonctionnement ou déplacement plus élevés que d'habitude, afin d'expliquer comment le projet garantit l'optimisation des ressources ?	X		
2. Les coûts unitaires (par exemple pour les voyages, les services de consultants, l'achat de matériel, etc.) sont comparables à ceux utilisés dans des interventions similaires (soit dans des contextes nationaux similaires, au sein des régions, soit dans des interventions antérieures dans le même contexte national) ? Si non, cela doit être expliqué dans la section narrative du budget.	X		
3. Le budget proposé est proportionné aux résultats escomptés du projet à la portée du projet (par exemple, nombre, taille et éloignement des bénéficiaires directs et indirects proposés) ? Fournissez vos commentaires.	X		
4. Le pourcentage de personnel et de frais de fonctionnement de l'agence des Nations Unies récipiendaire et de tout partenaire d'exécution est clairement visible et raisonnable pour le contexte (e.g. pas plus de 20% pour le personnel, et couts raisonnables pour les voyages et coûts opérationnels directs) à moins d'être bien justifiés dans la section narrative) ?	X		
5. Les frais de personnel sont proportionnels à la quantité de travail requise pour l'activité ? Et le projet utilise-t-il du personnel / une expertise locale plutôt qu'internationale lorsque cela est possible ? Quelle est la justification du recours à du personnel international, le cas échéant ?	X		
6. Le projet propose-t-il l'achat de matériaux, d'équipements et d'infrastructures pour plus de 15% du budget ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les mesures prises pour garantir l'optimisation des ressources dans le processus de passation des marchés et l'entretien / utilisation durable pour la consolidation de la paix après la fin du projet.		X	
7. Le projet propose-t-il l'achat d'un ou de plusieurs véhicules pour le projet ? Si oui, veuillez expliquer pourquoi les véhicules / véhicules de location existants ne peuvent pas être utilisés.		X	
8. Les agences d'exécution ou la mission des Nations Unies appellent-elles une source supplémentaire de financement / soutien en nature non FNUAP pour le projet ? Veuillez expliquer ce qui est fourni. Et si non, pourquoi pas.	X		Les expertises techniques des agences seront sollicitées pour OD PLVH HQ projet ainsi que le matériel.

Annexe B.1 Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDP MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the Grant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the PBF and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially close a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% of the total project cost (GMS);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semiannual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and consultation with/ quality assurance PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and consultation with/ quality assurance PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PRF Steering Committee, where it exists. Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting ± Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the website of the Administrative Agent (http://www.pbf.org) and on the website of the PBSO (http://www.pbs.org). The Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the website of the Administrative Agent (http://www.pbf.org) and on the website of the PBSO (http://www.pbs.org).

Annexe B.2 Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Recipient will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of implementing organizations and consultation with/ quality assurance PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of implementing organizations and consultation with/ quality assurance PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure(it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of implementing organizations and consultation with/ quality assurance PBF Secretariats, where they exist

Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PBF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists Head of UN Country Team where it does not.
---	------------	--

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting ± ReportQ4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	ReportQ1 expenses (January to March)
31 July	ReportQ2 expenses (January to June)
31 October	ReportQ3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 25k at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient ~~UN or~~ Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with

terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. During the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO

- Y Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation.
- Y Has a current valid registration as a profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. **NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches).
- Y Produces an annual report that includes the proposed country for the grant.
- Y Commissions audited financial statements available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. **NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Y Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget from PBF for the project.³⁰
- Y Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought.
- Y 3 U R Y L G H V D F O H D U H [S O D Q D W L R Q R I W K H & 6 2 ¶ V C which will enter into the legal agreement with the MPTFO for the PBF grant.

³⁰ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe C : Cadre de résultats du projet (DOIT inclure des cibles de données ventilées par sexe et par âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
<p>Résultat 1 La prévention et la gestion pacifique et inclusive des conflits en milieu universitaire est améliorée à travers une compréhension commune de la violence des facteurs de paix et de résilience</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue)</p> <p>(Recommandations de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) et de l'ODD 5 (Égalité) des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant)</p>	Proportion	<p>Indicateur 1a : Pourcentage de parties prenantes présentant une meilleure compréhension des dynamiques de violence universitaire ainsi que des facteurs de paix et résilience</p> <p>Niveau de référence 0 Cible : 70%</p>	5 D S S R U W G ¶ p Y D O X Baseline/Endline	
		<p>Indicateur 1b : Pourcentage des parties prenantes montrant une prévention effective et une gestion inclusive et pacifique des conflits</p> <p>Niveau de référence N/A Cible : 70%</p>	5 D S S R U W G ¶ p Y D O X Baseline/Endline	
		<p>Indicateur 1 c</p> <p>Niveau de référence : Cible :</p>		
	<p>Produit 1.1 Les résultats de l'Action Participative (RAP) et la cartographie actualisée des parties prenantes à la violence et à la paix sont disponibles</p> <p>- Conduire une RAP sur la violence en milieu étudiant ; - Réaliser une enquête sur la structuration des acteurs et</p>	<p>Indicateur 1.1.1</p> <p>3 R X U F H Q W D J H G ¶ p W X G L D Q W syndicats de membres de comités de paix et autres associations, de membres des instances de J R X Y H U Q D Q F H G H O ¶ D G P L Q consultés pendant la RAP</p> <p>Niveau de référence N/A</p> <p>Cible : 30% des participants à la RAP sont des professeurs, des membres du personnel administratif ou des instances de gouvernance. Parmi les étudiants : 50% filles, 30% syndicats, 30% membres de comités de paix et autres associations.</p>	<p>Fichier de consultation (liste de présence lors des focus groupes)</p>	
		, Q G L F D W H X U 3 R X U F H Q W membres de syndicats, de membres de comités	Données renseignées par les enquêt(e)s	

	représentation et le rapport des filles étudiantes aux violences	<p>paix et autres associations participants aux enquêtes en ligne</p> <p>Niveau de référence 0: Cible : 50% filles, 20% syndicats, 20% membres comités de paix et autres associations, 10% de représentants étudiants (professeurs, administration, gouvernance).</p>		
		<p>Indicateur 1.1.3 : 1 rapport RAP produit et publié 1 enquête en ligne disponible</p> <p>Niveau de référence 0 Cible : 2</p>		
	Produit 1.2: / R S p U D W L R Q des recommandations de la recherche est appuyée	<p>Indicateur 1.2.1 Pourcentage de femmes, de membres de syndicats, de membres de comités de paix, d'autres associations, de membres des instances de J R X Y H U Q D Q F H G H O P D G P L Q S D U W L F L S D Q W j O P O D E R U D chaque université</p> <p>Niveau de référence N/A</p> <p>Cible : 15% de professeurs, 15% de personnels administratifs, 15% de membres des instances de J R X Y H U Q D Q F H G P W X G L D Q W V P H P E U H V G P D femmes.</p>	5 D S S R U W G P D W H O L S U P V H Q F H 3 O D Q G	
	Organiser des réunions G P H Q J D J H P H Q W G H V à la gouvernance des universités, à la sécurité et à la cohésion sociale sur les résultats de la RAP			
\$ S S X \ H U O P O D E R U D G P D F W L R Q V F R R U G R prenantes à la violence et à la paix pour chacune des trois universités ciblées;	, Q G L F D W H X U 3 R X U F H Q W identifiées dans les plans, effectivement mis en ° X Y U H S H Q G D Q W O H S U R M H V	5 D S S R U W V G P D W H C réseaux sociaux, rapport G P D F W L Y L V a l u a t i o n V X		
\$ S S X \ H U O D P L V H G P D F W L R Q V S O D Q V G P D F W L R Q V	Indicateur 1.2.3			
Accompagner la vulgarisation de approches innovantes issues de P L V H H Q ° X Y U H G H V	Niveau de référence : Cible :			

	Produit 1.3	Indicateur 1.3.1 Niveau de référence : Cible :		
		Indicateur 1.3.2 Niveau de référence : Cible :		
		Indicateur 1.3.3 Niveau de référence : Cible :		
<p>Résultat 2 : / ¶ HQJDJHPHQW G estudiantine (jeunes femmes et jeunes hommes) dans la gouvernance universitaire est renforcé et valorisé</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p> <p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant)</p>		Indicateur 2 a : Pourcentage des étudiants membres de la communauté universitaire valorisés GHV FHOXOHV GH O¶26 & 6 G Niveau de référence 0 Cible : 70 %	Base de données des moniteurs O¶26 & 6 Baseline- Endline	
		Indicateur 2 b : Pourcentage des jeunes filles étudiantes formées impliquées dans la gouvernance des universités cibles Niveau de référence 0 Cible : 60%	5 DSSRUWV G¶DFWL Rapports et d'ateliers de formation	
		Indicateur 2 c Niveau de référence : Cible :		
	Produit 2.1 La contribution des étudiants aux mécanismes nationaux de prévention et de	, QGLFDWXU 7HQGDQF¶ cHOXOHV ORFDOHV GH O¶26 & 6 Niveau de référence 0 Cible : AD	5DSSRUWV G¶DOHU ORFDOHV GH O¶26 & 6 Système de gestion intégré de O¶26 & 6 Rapports périodiques	

	<p>gestion des conflits est institutionnalisée à WUD Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS)</p>	<p>Indicateur 2.1.2:3 UR SRUWLRQ GH G¶pW PRQLWXUV PRQLWULFHV (sexe engagés, impliqués dans le suivi participatif la violence au sein des universités ciblées)</p> <p>Niveau de référence 0</p> <p>Cible : 80% des étudiant(e)s formés</p>	<p>5DSSRUWV G¶DOHU ORFDOHV GH O¶268 cibles</p>	
	<p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités matérielles des étudiant(e)s pour le suivi participatif de la violence ; - Installer et opérationnaliser des cellules de cohésion sociale d'O¶26&6 GDQV OHV W 	<p>Indicateur 2.1.3 3URSRUWLRQ GH FULVHV Up FHOXOHV ORFDOHV GH O¶268</p> <p>Niveau de référence 0</p> <p>Cible 50%</p>	<p>5DSSRUWV G¶DOHU ORFDOHV GH O¶268 cibles</p>	
	<p>Produit 2.2: Les étudiant(e)s disposent de mécanismes qui les protègent et valorisent leur participation à la gouvernance universitaire</p>	<p>Indicateur 2.2.1: Proportion des étudiants ayant recours au mécanisme officiel de saisine recommandée par la clinique juridique mobile/virtuelle</p> <p>Niveau de référence 0</p> <p>Cible : 80%</p>	<p>Registres / fiches techniques de collecte de données des cas traités</p> <p>Base de données des cliniques juridiques</p> <p>5DSSRUWV G¶DQDO</p>	
	<p>Etablir et animer des cadres de dialogue inclusifs et permanents entre les étudiants et les autres parties prenantes à la gouvernance universitaire;</p> <p>Animer des cliniques juridiques mobiles/virtuelles en vue de</p>	<p>Indicateur 2.2.2: Pourcentage de femmes, de membres de syndicats, de membres de comités de paix et autres associations, de membres des instances de dialogue pour la gouvernance universitaire.</p> <p>Niveau de référence N/A</p> <p>Cible : 15% de professeurs, 15% de personnels administratifs, 15% de membres des instances de dialogue pour la gouvernance universitaire.</p>	<p>5DSSRUWV G¶DWHQ présence</p>	

	contribuer à orienter les étudiants victimes de violences vers les mécanismes formels de saisines	Indicateur 2.2.3 Fréquence des réunions de la plateforme de collaboration dans la gestion de crises		
	Créer et soutenir une plateforme de collaboration entre les acteurs externes parties prenantes aux crises universitaire	Niveau de référence N/A Cible : 1 réunion par semestre par université		
	Produit 2.3	Indicateur 2.3.1		
		Niveau de référence : Cible :		
Indicateur 2.3.2				
	Niveau de référence: Cible:			
	Indicateur 2.3.3			
	Niveau de référence: Cible:			
<p>Résultat 3: Un leadership positif à l'échelle de l'université pour la paix et la cohésion sociale est promu et développé dans le milieu étudiant</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p> <p>5 HFRPPDQGDWLRQV GH O¶ ([DP droits de l'homme auxquelles le projet contribue) c pFKpDQW HW O¶DQQpH GH O¶([</p>		Indicateur 3a : 1 LYHDX G¶LPSOLFDM membres de syndicats étudiants aux activités citoyennes pour la cohésion sociale	Rapport G¶pYDOXDWLR RappportsG¶HQTXrWHV baselineendline	
		Niveau de référence N/A Cible : Élevée		
		Indicateur 3b : G¶pWXGLDQWV GD université qui reconnaissent dans les syndicats étudiants des modèles de leadership positif et non violent	5DSSRUWV G¶DFWL	
		Niveau de référence N/A Cible: 35%		

		<p>, QGLFDWHXU F 1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100</p> <p>la paix promues et développées dans le milieu étudiantin</p> <p>Niveau de référence 0</p> <p>Cible : Au moins une initiative par université ciblée</p>	<p>Baseline /endline</p> <p>Survey</p> <p>Rapport d'évaluation</p>	
	<p>Produit 3.1: Des initiatives citoyennes étudiant(e)s (notamment de jeunes filles) agissant en faveur de la cohésion sociale sont renforcées</p>	<p>, QGLFDWHXU 1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100</p> <p>dans les initiatives de promotion de la parité (parmi FHX[D\ DQW Ep Qp ILFLp G¶XQ par sexe)</p> <p>Niveau de référence 0</p> <p>Cible :200</p>	<p>Base de données</p> <p>Rapports G¶DWHOLHUV</p>	
	<p>Former 300 étudiant(e)s (dont 40% de filles) en leadership, médiation en genre et droits humains, à la prise de parole en public, à la communication/mobilisation etc.</p> <p>Appuyer la PLVH HQ G¶LQLWLDWLYHV FL (participant à la cohésion sociale) sélectionnées par les étudiant(e)s.</p>	<p>Indicateur 3.1.2: Candidature de membres de V\QGLFDWV pWXGLDQWV SRX citoyenne de cohésion sociale.</p> <p>Niveau de référence N/A</p> <p>Cible : Des membres de syndicats étudiants veulent obtenir un appui pour une initiative citoyenne de cohésion sociale.</p>	<p>5DSSRUWV G¶DWHC</p> <p>5DSSRUWV G¶DFWL</p>	
	<p>Organiser des débats contradictoires et inclusifs entre les leaders étudiants et les auditeurs en ligne sur 12 radios locales des communes Grand Abidjan et de Bouaké sur les thématiques en lien avec le leadership des jeunes étudiants et leurs rôles dans la consolidation de la paix.</p>	<p>, QGLFDWHXU G¶DXGLW</p> <p>apprécié le débat contradictoire</p> <p>Niveau de référence 0</p> <p>Cible :50%</p>	<p>Enquête de satisfaction</p>	
		<p>Indicateur 3.2.1</p>	<p>Témoignage écrit ou audiovisuel</p>	

	Produit 3.2: / \uparrow HVSULV G \uparrow LQLWLDWL de cohésion sociale es promu	Pourcentage de participants aux événements G \uparrow RUDWLRQ W p PRLJQ D Q W G compétence en leadership Niveau de référence N/A Cible: 70%		
	2 UJDQLVHU GHV pY q au cours desquels les étudiants promeuvent leurs initiatives citoyennes (1 par université) Réaliser des capsules vidéo en vue de documenter et promouvoir u leadership alternatif à celui fondé s la violence; OrganL VHU WURLV FDP GH OD SDL[HW GH messages courts invitant le étudiants à les poster sur leurs pag personnelles sur Facebook, Twitt et Instagram. Evènement de clôture du projet po présenter les acquis du projet	Indicateur 3.2.2 Niveau de popularité des campagnes sur les réseaux sociaux OD SDL[HW GH GH H S B e a u x Niveau de référence N/A Cible : Elevé (les posts sont largement partagés commentés sur les réseaux sociaux)	UDSSRUWV G \uparrow pYDO	
		Indicateur 3.2.3 Pourcentage de filles participant au événement G \uparrow RUDWLRQ HQ WDQW TXH S Niveau de référence N/A Cible : 40%	5DSSRUWV G \uparrow pYDO	
	Produit 3.3	Indicateur 3.3.1 Niveau de référence: Cible: Indicateur 3.3.2 Niveau de référence: Cible: Indicateur 3.3.3 Niveau de référence: Cible:		
Résultat 4:		Indicateur 4 a Niveau de référence: Cible:		

(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant) 5 HFRPPDQGDWLR p p d r e s d e droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas pFKpDQW HW O p D Q Q p H G H O p ([Indicateur 4 b Niveau de référence: Cible:		
		Indicateur 4 c Niveau de référence: Cible:		
	Produit 4.1	Indicateur 4.1.1 Niveau de référence: Cible:		
		Indicateur 4.1.2 Niveau de référence: Cible:		
		Indicateur 4.1.3 Niveau de référence: Cible:		
	Produit 4.2	Indicateur 4.2.1 Niveau de référence: Cible:		
		Indicateur 4.2.2 Niveau de référence: Cible:		
		Indicateur 4.2.3 Niveau de référence: Cible:		
	Produit 4.3	Indicateur 4.3.1 Niveau de référence: Cible:		
		Indicateur 4.3.2		

		Niveau de référence: Cible:		
		Indicateur 4.3.3 Niveau de référence: Cible:		